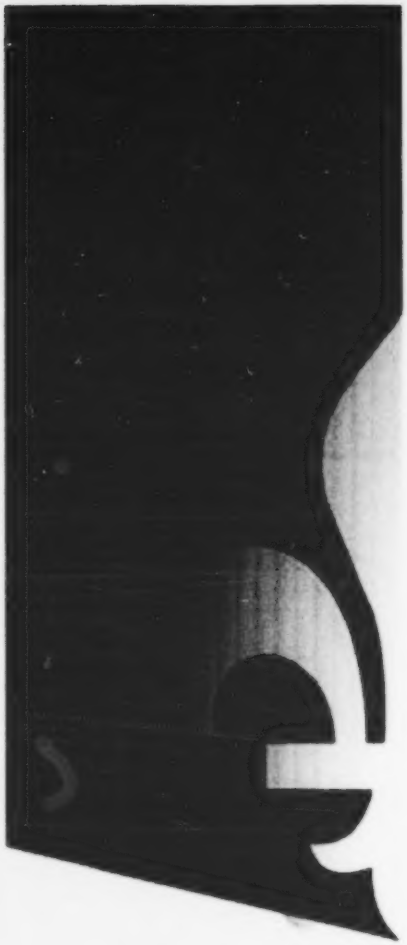


Le Québec bioalimentaire en un coup d'oeil

Portrait statistique

ÉDITION 2003

Québec

ÉQUIPE DE RÉALISATION

106-0 5994 /

Coordination :	Guillaume Couture Direction des études économiques et d'appui aux filières
Collaboration :	Direction des politiques sur la gestion des risques, Direction de l'environnement et du développement durable, Direction des politiques commerciales et intergouvernementales, Direction du développement de la main-d'œuvre et de l'information, Direction générale des pêches et de l'aquaculture commerciales
Révision linguistique, graphisme et édition :	Direction des communications
Mise en forme du site Web :	Serge Picard Direction des études économiques et d'appui aux filières

On peut se procurer *Le Québec bioalimentaire en un coup d'œil – Édition 2003* dans le site Internet du MAPAQ à l'adresse http://www.agr.gouv.qc.ca.

This publication is also available in English (*An Overview of the Québec Biofood Industry - 2003 Edition* - ISBN 2-551-22416-0). To order a copy, please contact Distribution de livres Univers by phone at (418) 831-7474 or 1 800 859-7474, or by fax at (418) 831-4021; code CY-142.

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
4e trimestre 2003
ISBN 2-551-22415-2

TABLE DES MATIÈRES

L'activité bioalimentaire dans son ensemble	4
La présence régionale	8
Les échanges commerciaux	10
L'agriculture en bref	12
Les productions végétales	14
Les productions animales	16
Les pêches et l'aquaculture commerciales	18
La transformation alimentaire	20
Les magasins au détail et la restauration	22
La main-d'œuvre du bioalimentaire	24
La recherche et développement	26
L'agroenvironnement	28
Coup d'œil sur le monde	32
Liste des régions administratives	34
Pour plus d'information/Autres publications	35

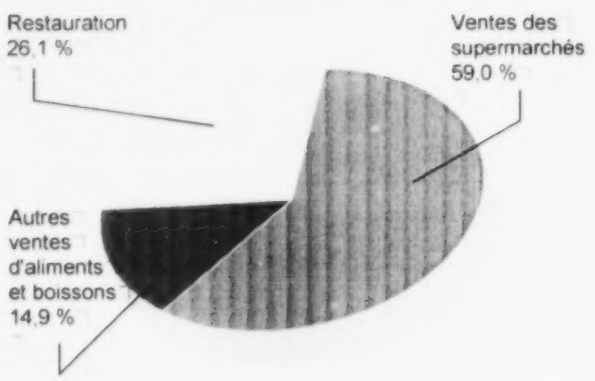
L'ACTIVITÉ BIOALIMENTAIRE DANS SON ENSEMBLE

La consommation de produits bioalimentaires du Québec engendre un vaste ensemble d'activités de production, de transformation et de commercialisation, générant de nombreux emplois et nécessitant d'importants investissements.

LA DEMANDE INTÉRIEURE

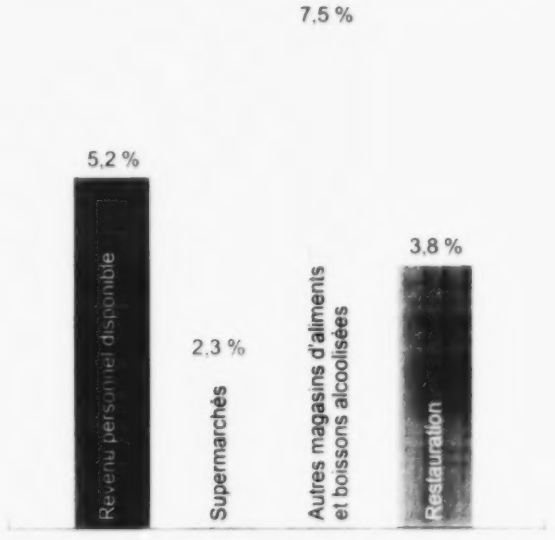
- En 2001, les Québécois consacraient 12,2 % de leur revenu personnel disponible à l'achat d'aliments et de boissons en magasin et 4,3 % aux repas pris au restaurant.
- Atteignant un grand total de près de 25,3 milliards de dollars en 2002, ces dépenses alimentaires représentaient environ 3 398 $ par habitant.
- Au cours de l'année 2002, les dépenses alimentaires des Québécois ont progressé dans une proportion inférieure à celle du revenu personnel disponible, soit de 4,5 % par rapport à 5,3 %. Cette tendance est en ligne avec la croissance moyenne des cinq dernières années au cours desquelles la demande alimentaire intérieure a augmenté de 3,4 % par année, alors que le revenu personnel disponible croissait de 5,2 % par année.
- La situation est la même dans l'évolution des prix. Entre 1998 et 2002, l'alimentation a connu une croissance générale des prix de 2,4 % en moyenne par année, soit un rythme presque équivalent à celui de l'ensemble des biens de consommation, qui était de 2,3 %. Les prix des aliments achetés en magasin ont progressé de 2,4 % annuellement, alors que les prix au restaurant ont augmenté à un rythme de 2,6 % par année. Dans la dernière année, les aliments achetés au magasin ont connu une progression marquée de 2,5 % par rapport à 2001.

RÉPARTITION DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE INTÉRIEURE QUÉBEC, 2002



Sources : MAPAQ, Statistique Canada

PROGRESSION DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE INTÉRIEURE (taux annuel moyen, de 1998 à 2002)



Source : Institut de la statistique du Québec

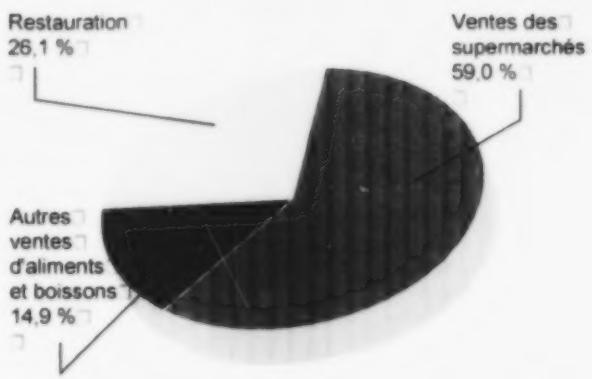
L'ACTIVITÉ BIOALIMENTAIRE DANS SON ENSEMBLE

La consommation de produits bioalimentaires du Québec engendre un vaste ensemble d'activités de production, de transformation et de commercialisation, générant de nombreux emplois et nécessitant d'importants investissements.

LA DEMANDE INTÉRIEURE

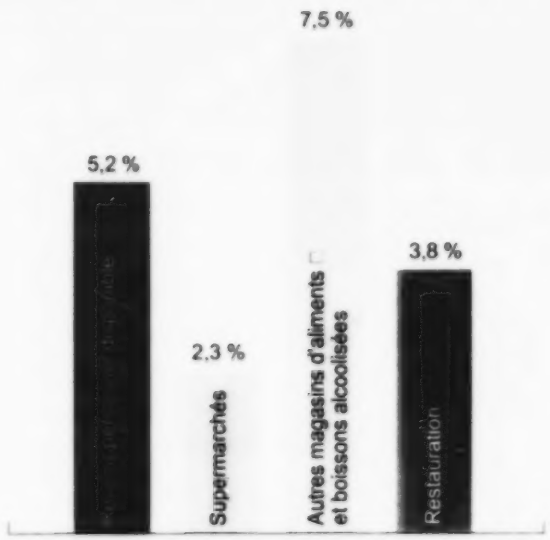
- En 2001, les Québécois consacraient 12,2 % de leur revenu personnel disponible à l'achat d'aliments et de boissons en magasin et 4,3 % aux repas pris au restaurant.
- Atteignant un grand total de près de 25,3 milliards de dollars en 2002, ces dépenses alimentaires représentaient environ 3 398 $ par habitant.
- Au cours de l'année 2002, les dépenses alimentaires des Québécois ont progressé dans une proportion inférieure à celle du revenu personnel disponible, soit de 4,5 % par rapport à 5,3 %. Cette tendance est en ligne avec la croissance moyenne des cinq dernières années au cours desquelles la demande alimentaire intérieure a augmenté de 3,4 % par année, alors que le revenu personnel disponible croissait de 5,2 % par année.
- La situation est la même dans l'évolution des prix. Entre 1998 et 2002, l'alimentation a connu une croissance générale des prix de 2,4 % en moyenne par année, soit un rythme presque équivalent à celui de l'ensemble des biens de consommation, qui était de 2,3 %. Les prix des aliments achetés en magasin ont progressé de 2,4 % annuellement, alors que les prix au restaurant ont augmenté à un rythme de 2,6 % par année. Dans la dernière année, les aliments achetés au magasin ont connu une progression marquée de 2,5 % par rapport à 2001.

RÉPARTITION DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE INTÉRIEURE QUÉBEC, 2002



Sources : MAPAQ, Statistique Canada

PROGRESSION DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE INTÉRIEURE (taux annuel moyen, de 1998 à 2002)



Source : Institut de la statistique du Québec

LA DEMANDE EXTERNE

- L'évolution de la demande alimentaire dans les autres provinces canadiennes influe également sur l'agriculture, les pêches, la transformation et le commerce de gros alimentaire québécois : en 2002, cette demande a progressé de 5,7 %, par rapport à une augmentation moyenne de 4,4 % par année depuis 1998.
- De plus, la demande alimentaire ailleurs dans le monde constitue un fort potentiel d'activités pour l'industrie bioalimentaire québécoise. À cet égard, la valeur des exportations de produits alimentaires du Québec vers les autres pays a progressé de 6,5 % en 2002, concrétisant une augmentation annuelle moyenne de 8 % par année depuis 1998. Les livraisons de produits alimentaires du Québec sur les marchés d'exportation sont actuellement le moteur le plus puissant du développement de l'activité bioalimentaire québécoise.
- La forte croissance des exportations en 2002 s'explique essentiellement par la performance des produits marins.

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- L'industrie bioalimentaire, tabac compris, représentait près de 6,5 % du produit intérieur brut (PIB) réel du Québec en 2002, sans le commerce de gros, et plus de 21 % de celui du Canada en 2002.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DANS L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE [1]

(au prix de base, en millions de dollars de 1997)

	1999	2000	2001	2002
Agriculture et activités de soutien à l'agriculture	2 556,2	2 109,6	2 207,0	2 252,8
Pêches	63,4	67,6	67,1	78,0
Transformation des aliments, boissons et tabac [2]	4 727,2	4 747,0	4 879,7	5 001,9
Transformation des aliments	*3 294,5*	*3 275,1*	*3 392,1*	*3 522,3*
Boissons et tabac	*1 432,7*	*1 471,9*	*1 487,6*	*1 479,6*
Commerce de détail [e]	3 120,5	3 221,3	3 207,8	3 320,7
Restauration et débits de boisson	2 872,4	2 959,8	3 071,8	3 114,6
TOTAL BIOALIMENTAIRE ET TABAC	13 339,7	13 105,3	13 433,4	13 768,0
Ensemble de l'économie	192 716,8	202 711,5	206 692,9	215 145,0

Source : Statistique Canada

e : estimation du MAPAQ. Les données concernant le commerce de gros alimentaire ne sont pas disponibles.

1 : Le PIB en dollars constants d'une année de référence mesure la valeur, sans double comptage, de la production réelle de biens et services dans une économie, l'effet des changements de prix et de coûts étant éliminé.

2 : Avec la nouvelle classification SCIAN, les données concernant la transformation des boissons ne sont plus disponibles. Seules les données de l'ensemble boissons et tabac le sont.

- L'industrie de la transformation des aliments et le commerce de détail, qui représentent environ 50 % du PIB bioalimentaire, ont connu une bonne croissance en 2002, avec des hausses respectives de 3,8 % et 3,5 %.
- Au cours de la période 1999-2002, l'industrie bioalimentaire du Québec a enregistré une croissance réelle annuelle moyenne d'environ 1,1 %, un rythme inférieur à celui de l'ensemble de l'économie québécoise (3,7 %).

L'EMPLOI

- Au Québec, en 2002, près d'un emploi sur huit est généré par l'industrie bioalimentaire.

EMPLOIS
(en milliers)

	1998	1999	2000	2001	2002
Agriculture[1]	68,5	62,6	61,7	59,8	62,4
Pêches	4,1	4,0	4,0	3,3	3,4
Transformation des aliments, boissons et tabac	67,5	64,9	71,2	71,3	74,0
Commerce de gros [2]	24,0	23,3	25,3	27,2	29,2
Commerce de détail	90,6	90,8	95,1	103,2	108,2
Restauration	154,4	150,5	156,7	160,4	161,0
TOTAL BIOALIMENTAIRE [3]	409,2	396,1	414,0	425,2	438,1
Ensemble de l'économie	3 281,6	3 357,4	3 437,7	3 474,5	3 592,7

Sources : Statistique Canada et MAPAQ, Direction de l'analyse et des politiques (pêches)

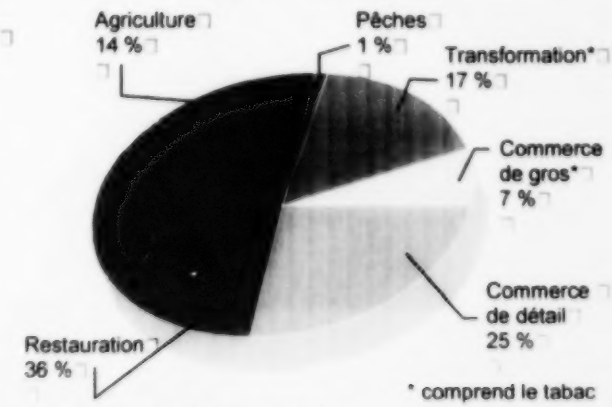
[1] : Les données sur l'emploi en agriculture comportent une marge d'erreur d'échantillonnage importante.

[2] : Tabac compris.

[3] : Les données sont maintenant fournies selon le nouveau système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Aucune comparaison avec les éditions antérieures ne peut être faite.

- Au cours de la période 1998-2002, près de 9 % des 311 142 emplois créés dans l'ensemble de l'économie québécoise proviennent de l'industrie bioalimentaire.
- Au cours de cette même période, les industries de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, du commerce de gros et de détail ont pris une part significativement plus importante dans l'emploi de l'industrie bioalimentaire au Québec.
- Les secteurs de la restauration, du commerce de détail et de la transformation génèrent plus des trois quarts des emplois bioalimentaires du Québec.

RÉPARTITION DES EMPLOIS BIOALIMENTAIRES QUÉBEC, 2002



Sources : Statistique Canada et MAPAQ

- Comme elles proviennent d'un échantillonnage qui joint peu d'agriculteurs, les données sur l'emploi en agriculture comportent une marge d'erreur élevée. En conséquence, l'estimation varie beaucoup d'une année à l'autre. Le nombre d'emplois en agriculture se situerait (moyenne sur 5 ans) entre 60 000 et 66 000.

- Au cours de la période 1998-2002, les secteurs du commerce de gros et du commerce de détail ont connu les plus fortes hausses de croissance en matière d'emploi, avec 20 % de croissance chacun. Dans la restauration, la progression de l'emploi se poursuit, atteignant un sommet depuis 10 ans.

LES IMMOBILISATIONS

- Au total, les immobilisations de l'industrie bioalimentaire ont atteint plus de 1,9 milliard de dollars en 2002 et représentaient 7,3 % de l'ensemble des immobilisations non résidentielles de l'économie québécoise. Le niveau global des immobilisations de l'industrie bioalimentaire a connu une hausse de 4 % par rapport à l'année précédente.

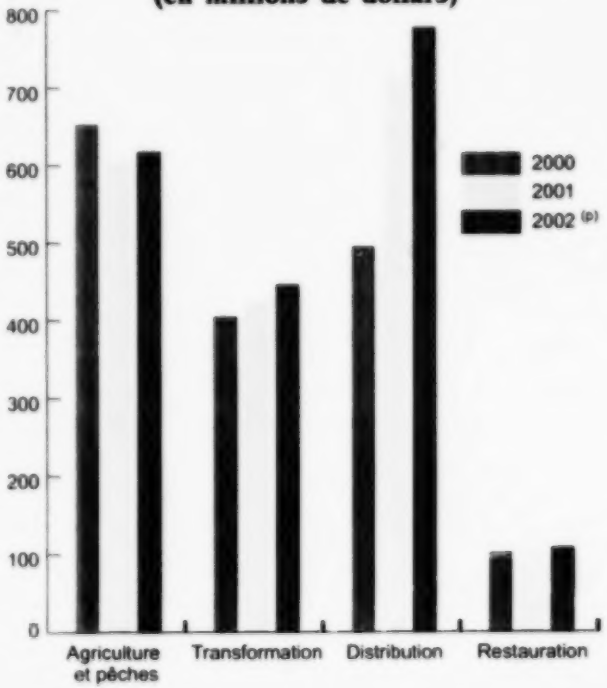
- Au cours de la période 2000-2002, l'agriculture a accaparé 34 % du total des immobilisations de l'industrie bioalimentaire, la transformation 23 % et la distribution 36 %.

- Pour le secteur agricole, les immobilisations se situaient à plus de 600 millions de dollars en 2002, un niveau comparable à celui de 2001. Du côté de la transformation alimentaire, le niveau des immobilisations a augmenté de 3,3 %, atteignant 450 millions $.

- En 2002, les immobilisations dans le commerce de détail alimentaire au Québec ont régressé de près de 1,4 %, celles du commerce de gros ont augmenté de plus de 32 %, tandis que celles du domaine de la restauration sont restées stables.

- La proportion des immobilisations de l'industrie bioalimentaire canadienne réalisée au Québec était en baisse, passant de 19,4 % en 2000 à 18,4 % en 2002, ce qui constituait un recul par rapport à la moyenne des années 1998 à 2000, où la proportion était de l'ordre de 20 %.

ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS
(en millions de dollars)



Source : Statistique Canada

(p) : provisoire

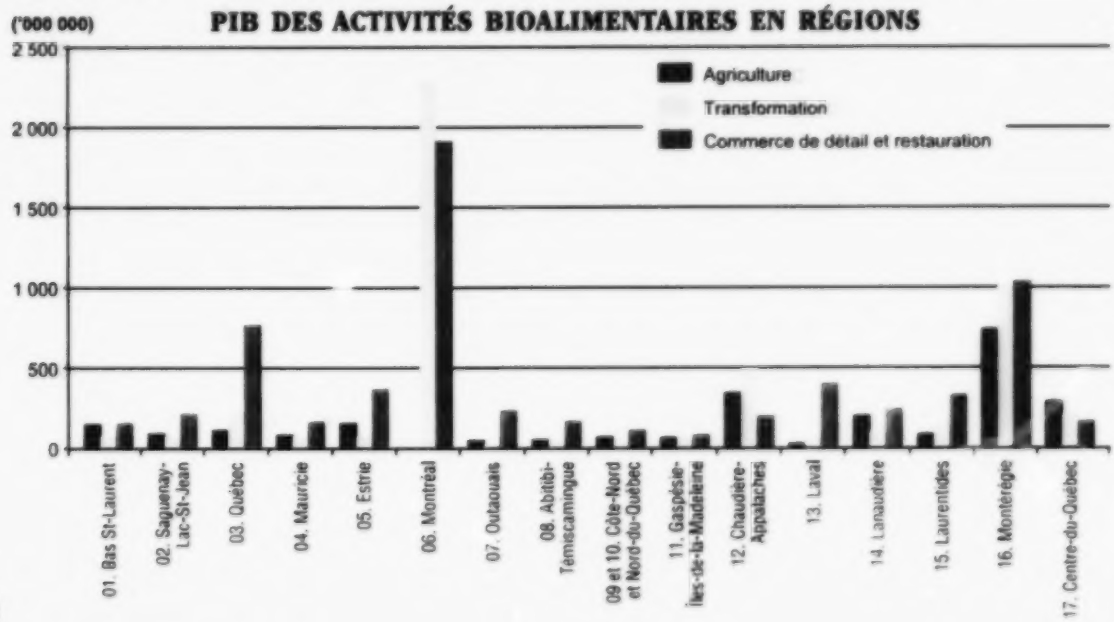
LA PRÉSENCE RÉGIONALE

- L'industrie bioalimentaire dans les régions du Québec entraîne un vaste déploiement d'activités économiques dont la plupart sont la source du rayonnement économique de la région. En effet, le secteur bioalimentaire, présent dans chaque région, est par son rôle et son importance un élément stabilisateur de l'économie régionale et façonne une chaîne d'activités reliant consommateurs, commerçants, transformateurs et producteurs. Elle joue un rôle considérable pour la vitalité économique de plusieurs régions du Québec, à tel point que ses différents maillons, de la production aux services alimentaires en passant par la transformation et la distribution de gros et de détail, se diversifient de plus en plus. L'économie bioalimentaire régionale s'appuie plus particulièrement sur la diversification des productions, les marchés de créneau, la transformation de produits en région, l'identité régionale des produits ainsi que l'agrotourisme et la gastronomie.
- Créatrice d'emplois, génératrice d'une grande valeur ajoutée, responsable d'importants investissements, l'industrie bioalimentaire dans les régions contribue sans nul doute et année après année à la richesse collective. De plus, elle joue toujours un rôle déterminant dans la conservation du patrimoine, dans l'occupation du territoire et dans le maintien du tissu social en région.

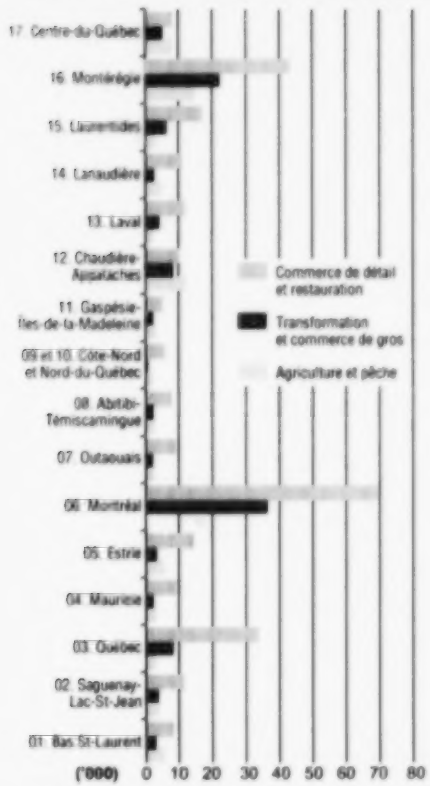
PIB ET EMPLOI

- L'industrie bioalimentaire québécoise est responsable de 4 à 12 % du PIB régional. En fait, le PIB de l'industrie bioalimentaire dans les régions dépasse 400 millions $ dans 10 des 17 régions. Deux régions, Montréal et la Montérégie, comptent pour 46 % de tout le PIB bioalimentaire du Québec.
- L'industrie bioalimentaire représente près de 12 % de l'emploi total au Québec. Dans au moins sept régions, ce pourcentage dépasse les 15 %, et ce, sans compter les emplois indirects qui y sont associés. Ce pourcentage atteint 29 % dans la région de Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et 21 % dans le Centre-du-Québec. L'industrie des aliments et boissons à elle seule est l'une des deux premières activités manufacturières dans presque la moitié des régions du Québec. Concentrée principalement dans le commerce de détail et la restauration, la région de Montréal représente 24 % des emplois bioalimentaires du Québec.

PIB DES ACTIVITÉS BIOALIMENTAIRES EN RÉGIONS



EMPLOIS DANS DIFFÉRENTS SECTEURS DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE PAR RÉGION



DISTRIBUTION ET RESTAURATION

- Les quelque 7300 magasins d'alimentation dispersées sur tout le territoire québécois ont généré un chiffre d'affaires de 18,7 milliards de dollars en 2002. Pour la même année, les 13 700 établissements de restauration que comptait le Québec atteignaient un chiffre d'affaires de 6,6 milliards de dollars. À l'exception de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec, chaque région compte au minimum 200 établissements de commerce de détail et 200 établissements de restauration. Ces établissements ont généré, aussi bien en restauration qu'en commerce de détail, des recettes de ventes d'au moins 200 millions de $ dans chacune des 17 régions administratives.

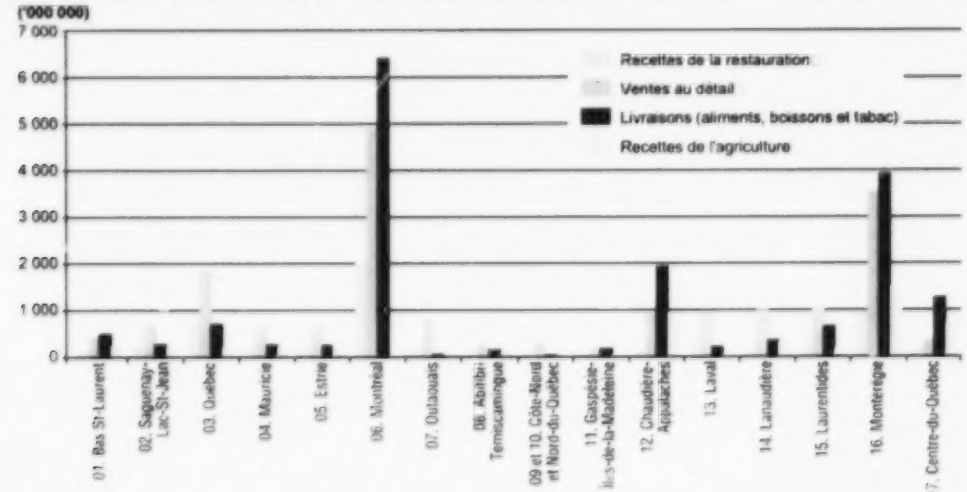
TRANSFORMATION

- La valeur des livraisons d'aliments et boissons dépasse 200 millions de dollars dans 12 des 17 régions. Cette industrie est surtout concentrée dans la grande région de Montréal et sa périphérie et, de façon moindre, dans les régions de Québec et Chaudière-Appalaches. La région de Montréal et la région de la Montégérie contribuent pour près de 59 % des livraisons manufacturières des aliments, boissons et tabac.

PRODUCTION

- L'industrie bioalimentaire québécoise a généré, en 2002, des recettes provenant du marché d'un peu plus de 5 milliards de dollars, soit d'au moins 200 millions dans 8 des 17 régions administratives. Les régions de la Montérégie, de Chaudière-Appalaches et du Centre-du-Québec totalisent 58 % des recettes agricoles, soit respectivement 28 %, 17,8 % et 12 %.

VALEUR DES ACTIVITÉS DANS LES MAILLONS DE LA FILIÈRE ALIMENTAIRE PAR RÉGION

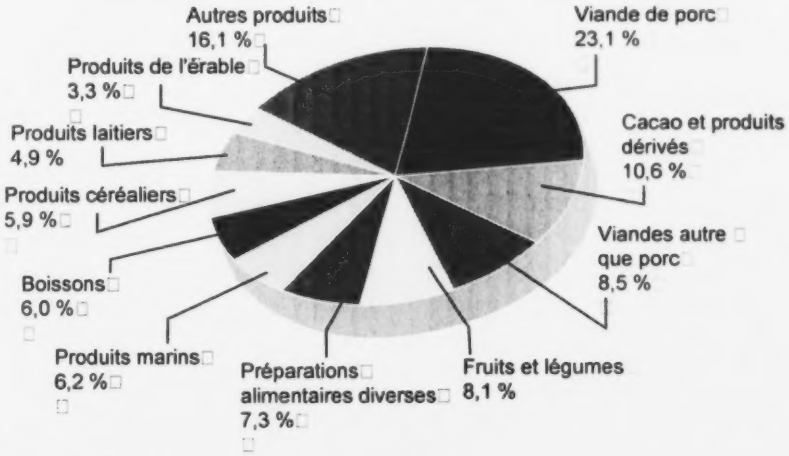


LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

LES EXPORTATIONS

- Le Québec a vendu des produits bioalimentaires dans 156 pays.
- 88,1 % des échanges commerciaux du Québec vers d'autres destinations se font avec trois partenaires. Le principal partenaire du Québec demeure les États-Unis, qui achètent 75,2 % des produits exportés. Suivent le Japon avec un total de 7,4 %, puis l'ensemble des pays de l'Union européenne (UE), avec 5,5 %.
- En 2002, les principaux produits que le Québec a exportés ont été, par ordre d'importance, le porc et ses produits, les dérivés du cacao (chocolat), les viandes autres que le porc, les fruits et légumes, les préparations alimentaires diverses, les produits marins et les boissons.

PRINCIPALES EXPORTATIONS - QUÉBEC, 2002

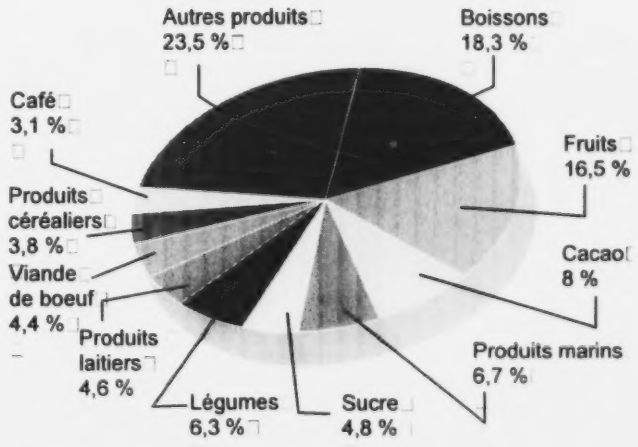


Sources : Institut de la statistique du Québec et MAPAQ

LES IMPORTATIONS

- 74,7 % des produits biolimentaires importés par le Québec, selon la base douanière, provenaient de huit partenaires internationaux. Les deux plus importants sont les États-Unis (29,7 %) et l'Union européenne (28,4 %). Les autres principaux fournisseurs sont l'Australie, le Brésil, le Chili, la Nouvelle-Zélande, la Thaïlande et la Chine.
- En 2002, les importations québécoises ont été principalement les boissons, les fruits, le cacao, les produits marins, les légumes, le sucre, les produits laitiers et le bœuf.
- 168 pays ont acheminé des produits bioalimentaires au Québec.

PRINCIPALES IMPORTATIONS - QUÉBEC, 2002

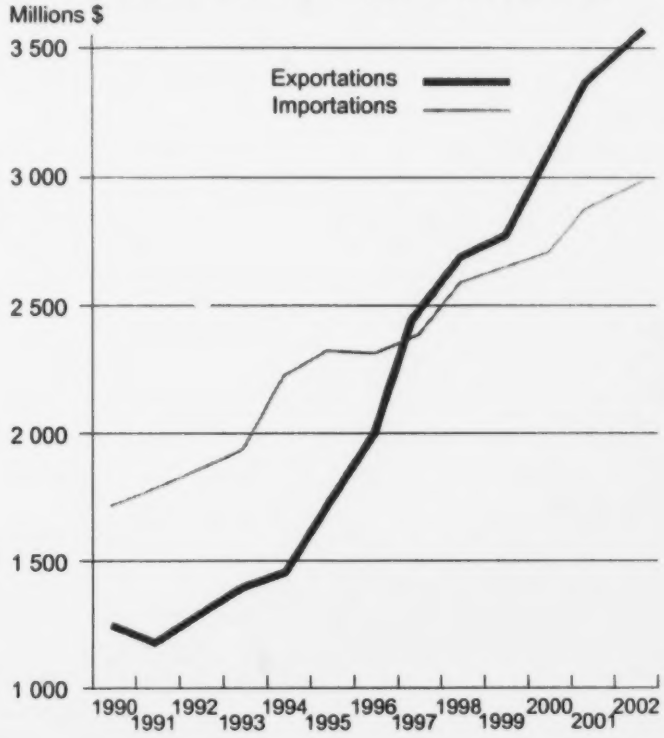


Sources : Institut de la statistique du Québec et MAPAQ

L'ÉVOLUTION DES ÉCHANGES

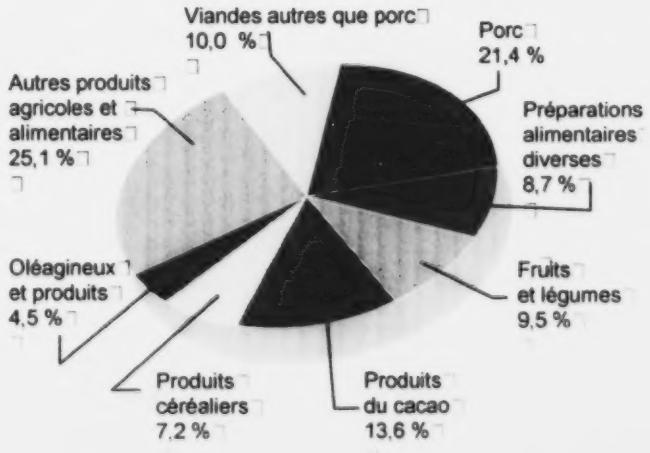
- De 1992 à 2002, la valeur des exportations québécoises s'est accrue de 185 %, atteignant 3,55 milliards de dollars.
- De 1992 à 2002, la valeur des importations québécoises a augmenté de 64 %, s'élevant à 2,99 milliards de dollars.
- Depuis 1997, la valeur des recettes à l'exportation de produits bioalimentaires enregistrées au Québec dépasse la valeur des achats de tels produits effectués par le Québec sur les marchés internationaux, c'est-à-dire les produits dédouanés au Québec.
- Au cours de la période 1992-2002, 75 % de la progression des exportations québécoises de produits bioalimentaires, qui a été de 2,3 milliards $, est attribuable à sept groupes de produits : les produits à base de porc, les dérivés du cacao, les viandes autres que le porc, les fruits et légumes, les préparations alimentaires diverses, les produits céréaliers (biscuits, pâtes) et les oléagineux (soya) ont particulièrement connu une forte augmentation des exportations au cours de la dernière décennie.

PROGRESSION DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS DE PRODUITS BIOALIMENTAIRES - QUÉBEC, 1992-2002



Sources : Institut de la statistique du Québec et MAPAQ

RÉPARTITION DE L'AUGMENTATION DES EXPORTATIONS ENTRE 1992 ET 2002

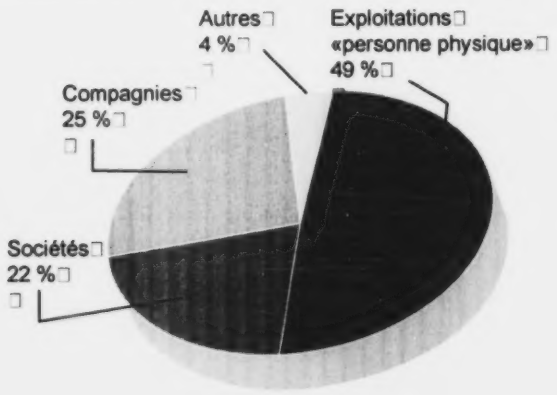


Sources : Institut de la statistique du Québec et MAPAQ

L'AGRICULTURE EN BREF

- Plus de 31 600 exploitations agricoles étaient enregistrées au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation en 2002.
- La ferme québécoise est encore, dans une large mesure, une entreprise familiale, et le statut de propriétaire unique domine, tout juste au-dessus de celui de société ou de compagnie.

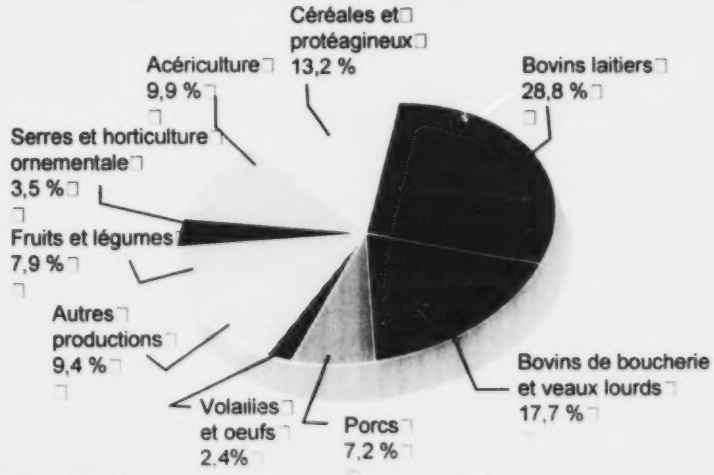
RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES SELON LE STATUT JURIDIQUE



Source : MAPAQ, Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles

- Les exploitations spécialisées en productions animales comptent pour 62 % de toutes les exploitations agricoles, alors que les 38 % restants se consacrent aux productions végétales. La moitié de toutes les entreprises sont très spécialisées, ayant une seule source de revenu.
- La proportion des femmes propriétaires à part entière de leur exploitation atteint 8,7 % des exploitations à propriétaire unique. De plus, les femmes sont représentées dans une proportion de 33 % au sein des sociétés, compagnies et autres structures de propriété.
- En 2002, le produit intérieur brut (au prix de base, en dollars de 1997) généré par l'agriculture s'élevait à 2,3 milliards $, en hausse de plus de 2,1 % par rapport à l'année précédente. L'agriculture comptait pour 16,4 % du PIB de l'industrie bioalimentaire et du tabac.

RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES SELON LE TYPE DE SPÉCIALISATION



Source : MAPAQ, Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles

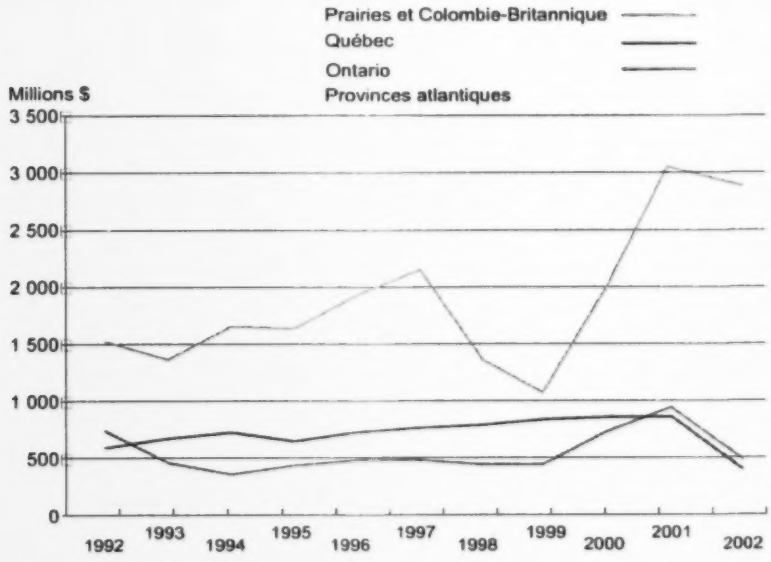
- On compte près de 62 350 emplois en agriculture au Québec alors que Statistique Canada en signalait une moyenne de 62 988 pour les cinq dernières années.
- Quant aux recettes monétaires, elles ont fléchi, pour se situer à 5,5 milliards $ en baisse de 3,6 %. Elles représentent 15,4 % des recettes canadiennes, comparativement à 15,8 % en 2001.

- Toujours en 2002, les paiements de programmes gouvernementaux ont diminué de 25 %, à la suite d'une amélioration des prix de plusieurs produits agricoles. Ils se sont chiffrés à 468 millions $, soit 13,7 % de l'ensemble canadien. À l'échelle canadienne, les paiements gouvernementaux ont diminué de façon moins marquée, soit de 8,9 %, les mauvaises conditions de croissance s'étant accentuées.

- Les dépenses nettes d'exploitation des entreprises agricoles québécoises s'élevaient à 4,6 milliards $, une augmentation de 4 % par rapport à celles de l'année précédente. Les dépenses canadiennes atteignaient 28,8 milliards, en 2002, en hausse de 1,3 % par rapport à l'année précédente.

- En 2002, le revenu net réalisé par les exploitations agricoles québécoises se situait à 398 millions $ (7,6 % des recettes monétaires), en forte baisse face aux 757 millions $ de 2001. Au Canada, la baisse est moins prononcée (27,2 %) en grande partie en raison de la vente des stocks de céréales et oléagineux, notamment en Saskatchewan et Alberta. Le revenu net des exploitations agricoles canadiennes s'établissait à 3,8 milliards $.

ÉVOLUTION DU REVENU NET RÉALISÉ PAR PROVINCE, DE 1992 À 2002



Source : Statistique Canada

- En 2002, selon Statistique Canada, le secteur de l'agriculture (les pêches non comprises) a investi 615,6 millions $, une augmentation de 1,3 % par rapport à l'année 2000.

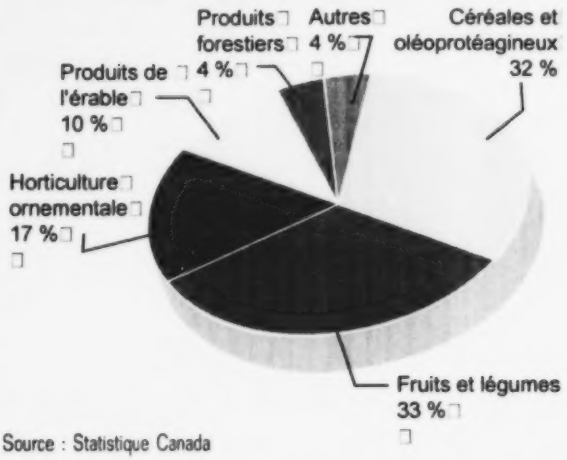
- Au Québec, la valeur du capital agricole (en excluant les quotas) a continué de croître, pour atteindre 21 milliards $, une progression de 2,5 % par rapport à 2001; au Canada, il a amorcé au contraire une diminution de 0,1 %. Le capital agricole du Québec représente 11,1 % de celui de l'ensemble canadien, une proportion faible en regard de la part occupée par les recettes monétaires québécoises.

- La dette des exploitations agricoles continue de croître. Elle a augmenté de 11,6 % en 2002, pour se situer à 9 milliards $, soit 43 % du capital agricole québécois, alors que la proportion canadienne était de 23,2 %. La dette québécoise représentait 20,6 % de la dette canadienne.

LES PRODUCTIONS VÉGÉTALES

- En 2002, les ventes provenant des productions végétales, en hausse de 13,9 %, génèrent 1,5 milliard $, et représentaient 30 % des ventes agricoles. La hausse était moins prononcée pour l'ensemble du Canada, soit 4,8 %; les ventes y ont atteint 14,4 milliards $, ce qui représente 44 % des ventes agricoles.
- La Montérégie est la région où l'on trouve 60 % des superficies ensemencées en maïs-grain et en soya ainsi que le tiers des superficies de blé. Près de la moitié (48 %) des superficies ensemencées en orge se retrouvent dans la région du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay—Lac-Saint-Jean et de Chaudière-Appalaches.

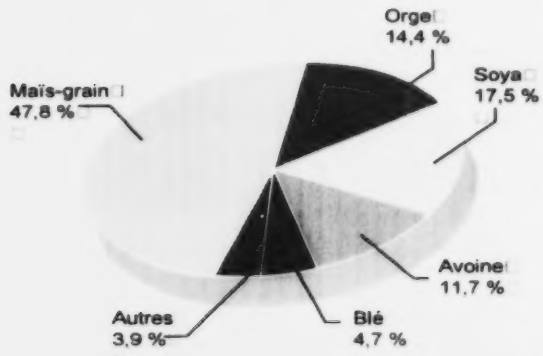
IMPORTANCE RELATIVE DES VENTES DE PRODUCTIONS VÉGÉTALES EN 2002



Source : Statistique Canada

- En 2002, les fruits, les légumes, les pommes de terre et l'horticulture ornementale sont les productions végétales qui ont généré le plus de ventes, avec 747 millions $, soit près de 50 % de l'ensemble des ventes de produits végétaux en 2002. Ces productions ont connu une augmentation de leurs ventes de 6,9 % par rapport à 2001. Quant aux céréales et aux oléoprotéagineux, ils ont généré 481 millions $ de ventes, ce qui correspond à une hausse de 33,3 % celles-ci représentent 32,1 % des ventes de productions végétales. Les ventes de maïs-grain représentent les 2/3 des ventes de céréales et d'oléoprotéagineux.

IMPORTANCE RELATIVE DE LA SUPERFICIE DES CÉRÉALES ET OLÉOPROTÉAGINEUX EN 2002

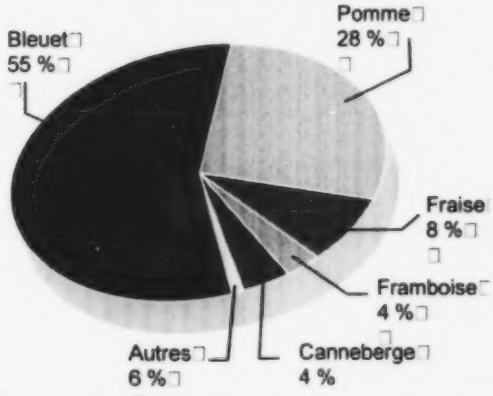


Source : Statistique Canada

- En 2002, le volume des récoltes des grandes cultures a été supérieur de 5,5 % à celui de l'année précédente, si on exclut les fourrages, en raison notamment d'un ensemencement plus élevé dans le maïs-grain, l'avoine, le blé et l'orge, et de rendements plus élevés dans le maïs-grain, le soya et le blé. En effet, les ensemencements en maïs-grain ont connu une progression de 3,3 % et ceux de blé, d'avoine et d'orge sont en hausse de 22 %, de 18,3 % et de 3,4 % respectivement.
- En 2002, les ventes de blé et d'avoine ont fait un bond de 45,7 % et de 40,2 % respectivement, à la suite de l'augmentation du volume et du prix du blé et du prix de l'avoine. Les ventes d'orge ont connu une hausse de 13,4 % due principalement à l'augmentation du prix.

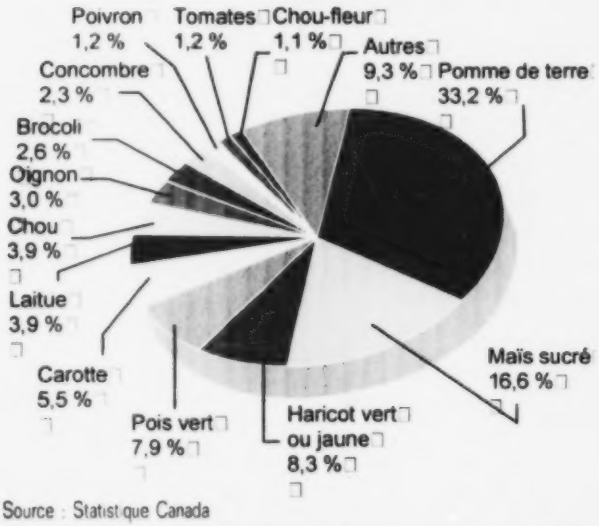
- La culture du maïs-grain, avec 320 millions $, représentait à elle seule 21 % des ventes de produits végétaux, une augmentation de 43,4 % attribuable à des volumes négociés et des prix de vente supérieurs. Depuis 1997, la superficie totale et la production en maïs-grain ont augmenté de 36,4 % et de 45,4 % respectivement.
- Les ventes de légumes ont augmenté de 0,9 % en 2002, se situant à 284,4 millions $. Outre la pomme de terre, les recettes de légumes proviennent, par ordre d'importance, de la tomate de serre, de la laitue, de la carotte, du maïs sucré, de l'oignon sec, du brocoli, du chou, du concombre, du poivron et du haricot vert. Les ventes de fruits ont connu une diminution de 13,7 %, se situant à 84,1 millions $. Cette diminution était attribuable notamment au bleuet, à la canneberge et à la fraise. Les recettes des fruits provenaient, par ordre d'importance, de la pomme, du bleuet, de la fraise et de la canneberge.

IMPORTANCE RELATIVE DE LA SUPERFICIE TOTALE DE CERTAINS FRUITS EN 2002



Source : Statistique Canada

IMPORTANCE RELATIVE DE LA SUPERFICIE ENSEMENCÉE DE CERTAINS LÉGUMES EN 2002



Source : Statistique Canada

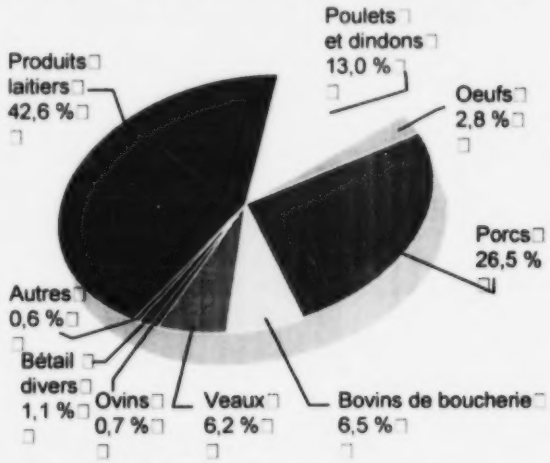
- En 2002, la valeur des exportations des fruits et légumes vendus à l'état frais et transformés, y compris les pommes de terre mais sans compter les légumes secs comme le pois sec, le haricot sec et le pois chiche, s'est élevée à 286 millions $, une augmentation de 5,6 % depuis l'année antérieure. Parmi les légumes destinés au marché frais, la laitue, le chou et la carotte se situaient, dans l'ordre, aux trois premiers rangs des exportations, pour un montant de 38,6 millions $. Parmi les fruits, le bleuet (frais et transformé) occupait le premier rang, avec 32 millions $.
- L'horticulture ornementale, les industries floricoles et les pépinières ainsi que les arbres de Noël génèrent 255,8 millions $, soit 17 % des ventes de produits végétaux. Les ventes de ce secteur ont augmenté de 14 % depuis l'année précédente.
- La production canadienne des produits de l'érable, en 2002, provenait à 93,5 % du Québec. Les ventes québécoises de ces produits ont atteint 144,4 millions $ en hausse de 10,6 %, en 2002. Selon Statistique Canada, la valeur des exportations canadiennes de sucre et de sirop d'érable a atteint 154 millions $, en hausse de 19,7 % par rapport à 2001. Cette production est exportée à 77 % vers les États-Unis.
- Les recettes provenant des produits forestiers constituaient 4,5 % des recettes de produits végétaux et celles du tabac 1,2 %.

LES PRODUCTIONS ANIMALES

- Malgré une diminution de 6,8 % en 2002, les ventes de productions animales ont atteint 3,5 milliards $, soit 4,3 % de plus que la moyenne quinquennale, et représentent 70,3 % des ventes agricoles. Cette baisse est supérieure à celle de 4,6 % du Canada. Les ventes canadiennes ont atteint 18 milliards $ et elles y représentent 55,6 % des ventes agricoles.

- Plus de la moitié (55 %) du cheptel de vaches laitières se situait dans les régions de la Montérégie, de Chaudière-Appalaches et du Centre-du-Québec, et 20 % en Estrie et dans le Bas-Saint-Laurent. Les trois quarts des 7,4 millions de porcs abattus sont produits dans les régions de la Montérégie, de Chaudière-Appalaches et du Centre-du-Québec.

IMPORTANCE RELATIVE DES VENTES DE PRODUCTIONS ANIMALES EN 2002



Source : Statistique Canada

- Le cheptel de vaches de boucherie se situait à 44,4 % dans les régions de Chaudière-Appalaches, de l'Outaouais et de l'Estrie. On dénombre un peu plus de 40 % du cheptel dans les régions du Centre-du-Québec, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Montérégie, du Bas-Saint-Laurent et du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Le cheptel des ovins se trouvait à 42 % dans le Bas-Saint-Laurent et l'Estrie, et à 27 % dans les régions de la Montérégie, du Centre-du-Québec et de l'Abitibi-Témiscamingue.

- Les productions sous gestion de l'offre, soit le lait, la volaille et les œufs, totalisaient 58,7 % des ventes des productions animales en 2002.

- La production laitière conservait sa première place au chapitre des ventes de productions animales, avec 1,5 milliard $ de ventes de produits laitiers en 2002, soit 42,6 %. Malgré une baisse de 2,2 % des ventes de produits laitiers entre 2001 et 2002, au total, les ventes de lait ont progressé de 10,1 % entre 1997 et 2002, ce qui constitue un rythme appréciable, plus élevé que celui de l'ensemble des ventes de productions animales (7 %). Cependant, les exportations de produits laitiers ont connu une baisse de 17,1 % en 2002.

- En 2002, le Québec a connu une baisse de 5,7 % de la quantité de lait produit pour le marché intérieur par rapport à 2001 alors que la baisse en Ontario a été de 0,5 %. Le Québec demeure la plus importante province productrice de lait au Canada, avec 36,5 % des recettes et 36,2 % des livraisons canadiennes, suivi de l'Ontario, avec 32,8 % des recettes et 34,6 % des livraisons canadiennes.

INVENTAIRE DU BÉTAIL AU 1ER JUILLET 2002

Type de cheptel	Nombre de têtes	Type de cheptel	Nombre de têtes
Vaches laitières	408 000	Porcelets et porcs à l'engraissement	3 934 400
Génisses de remplacement,		Truies et jeunes truies saillies	411 300
type laitier	176 500	Brebis	167 000
Vaches de boucherie	213 500	Agneaux pour la reproduction et le marché	106 000
Génisses de remplacement,		Poules pondeuses	4 716 000
type boucherie	33 000	Production annuelle de poulets	
Bouvillons et génisses de finition	112 000	et dindons en 2002	167 058 000
Veaux de moins d'un an	412 000		

Source : Statistique Canada

- Les ventes en production porcine ont atteint 938 millions $ en 2002, ce qui correspond à une baisse de 17 %, elle-même attribuable à la baisse des prix du marché malgré l'augmentation des abattages. La production porcine représentait 26,5 % des ventes des productions animales.

- En 2002, la valeur des exportations de porc du Québec (frais, transformé, abats) a augmenté de 1,5 % pour se situer à 821 millions $.

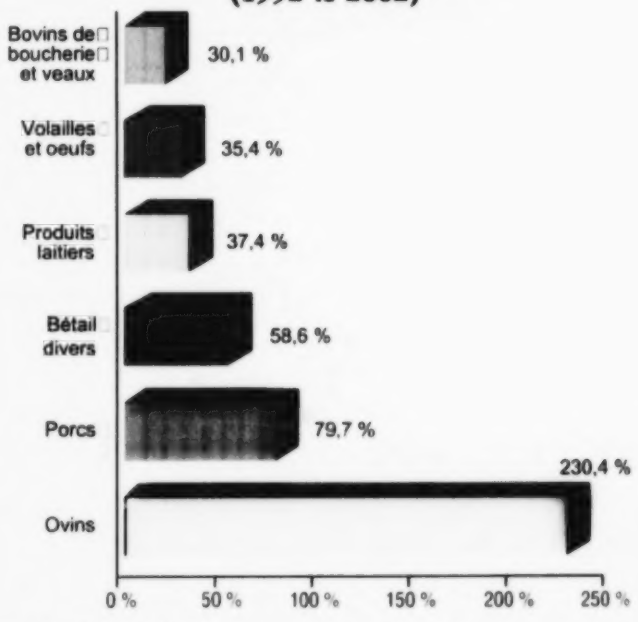
- La production avicole, avec 568,6 millions $, représentait 16 % des ventes de productions animales en 2002. La production de poulets représentait 71 % de ces ventes, le solde provenant des ventes de dindons, ainsi que d'œufs de consommation et d'incubation. Entre 2001 et 2002, les ventes d'œufs de consommation ont progressé de 5,9 % alors que les ventes de volailles ont diminué de 4,4 %.

- En ce qui concerne les ventes de bovins, notamment de bœufs de boucherie (y compris la réforme des troupeaux laitiers et de boucherie), elles ont diminué de 7 % et se situaient à 231,5 millions $, soit 6,5 % des ventes de l'ensemble des productions animales.

- Par ailleurs, les ventes de veaux, notamment de veaux lourds de lait et de grain, se sont maintenues, se situant à 219 millions $. Cette production comptait pour 6,2 % des ventes de l'ensemble des productions animales.

- Malgré sa faible contribution de 0,64 % aux ventes provenant des élevages, la vente d'agneaux est celle qui a connu la plus forte croissance en 2002, soit une augmentation de 11,3 %.

CROISSANCE DES VENTES DES PRINCIPALES PRODUCTIONS ANIMALES (1992 À 2002)



Source : Statistique Canada

LES PÊCHES ET L'AQUACULTURE COMMERCIALES

PÊCHES COMMERCIALES, 2002

(en régions maritimes)

Emplois	
Pêcheurs et aides-pêcheurs	3 423(p)
Saisonniers en usine	4 398(p)
Entreprises de pêche actives (nbre)	1 108(p)
Entreprises de transformation en régions maritimes (nbre)	70 exploitants 74 établissements
Débarquements	
Volume ('000 tonnes)	60,9(p)
Valeur (millions $)	176,3(p)
Expéditions des usines des régions maritimes (millions $)	296,9(p)
Exportations enregistrées au Québec (millions $)	221,1
Importations dédouanées au Québec (millions $)	200,6

Sources : Pêches et Océans Canada et MAPAQ

(p) : données préliminaires

PRINCIPALES ESPÈCES MARITIMES

Volume et valeur au débarquement, 2002(p)

	Quantité ('000 tonnes)	Valeur (millions $)
Crabe des neiges	17,8	89,2
Homard	3,1	42,5
Crevette	16,6	22,0
Pétoncle	1,2	1,5
Flétan noir (Groenland)	1,1	2,4

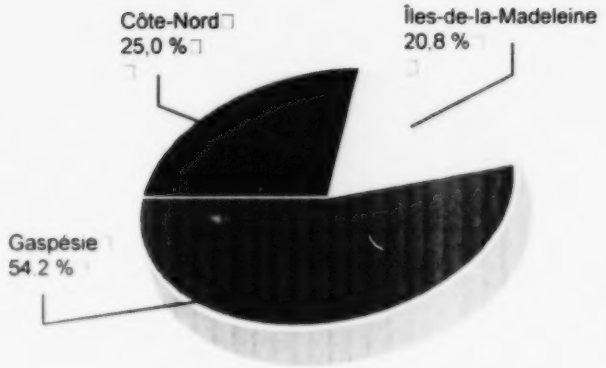
Source : Pêches et Océans Canada

(p) : données préliminaires

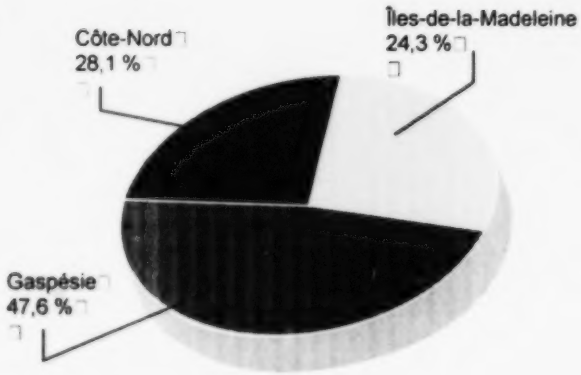
- En 2002, les débarquements s'élevaient à 60 955 tonnes, pour une valeur de 176,3 millions de dollars.
- La prédominance en valeur des mollusques et des crustacés se maintient depuis les moratoires sur la pêche à la morue et au sébaste de 1992 et 1993. En effet, le groupe des mollusques et des crustacés représentait 94 % de la valeur des débarquements en 2002, comparativement à 69 % en 1992 et 59 % en 1987.
- À eux seuls, le homard et le crabe des neiges comptaient pour 75 % de la valeur totale des débarquements de 2002.
- Aux 70 entreprises de transformation de poissons en régions maritimes s'ajoutent 62 entreprises en milieu urbain.

RÉPARTITION DES CAPTURES EN TERRITOIRE MARITIME SELON LA RÉGION, 2002(P)

QUANTITÉ



VALEUR



Source : Pêches et Océans Canada;

(P) : données préliminaires

- En 2002, les exportations de produits de la pêche enregistrées au Québec étaient dirigées vers 44 pays. Plus de 98 % de la valeur est concentrée dans trois pays, soit 75 % aux États-Unis, 15% en Union européenne et 7,6 % au Japon.
- La production aquacole en eau douce et en eau salée a atteint 2 145 tonnes en 2002. Les principales espèces élevées au Québec demeurent l'omble de fontaine et la truite arc-en-ciel. Environ 973 tonnes servent à l'ensemencement. Le solde répond aux besoins du marché de la table. Cette production est estimée à 14,2 millions de dollars.

CAPTURES DES PRINCIPALES ESPÈCES D'EAU DOUCE, 2002(P)

	Tonnes
Barbotte	276
Anguille	168
Esturgeon jaune	104
Perchaude	89

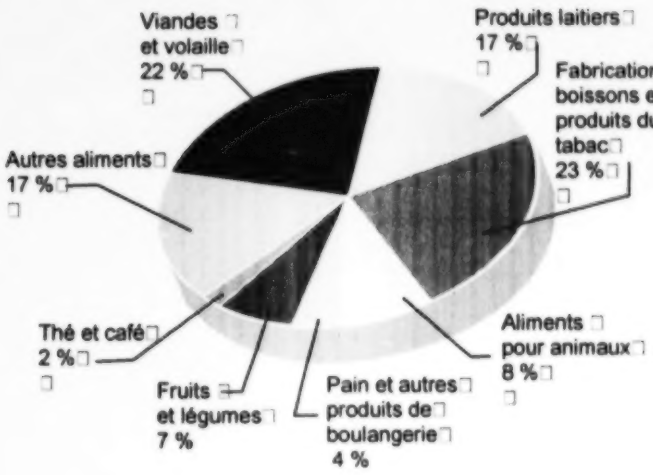
Source : MAPAQ

(P) : données préliminaires

- La pêche commerciale en eau douce est pratiquée par 166 pêcheurs.
- Les quantités capturées sont minimes relativement à l'importance des plans d'eau; elles représentaient près de 882 tonnes en 2002, pour une valeur approximative de 3,2 millions de dollars.

LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE

RÉPARTITION DE LA VALEUR DES LIVRAISONS
QUÉBEC, 2002

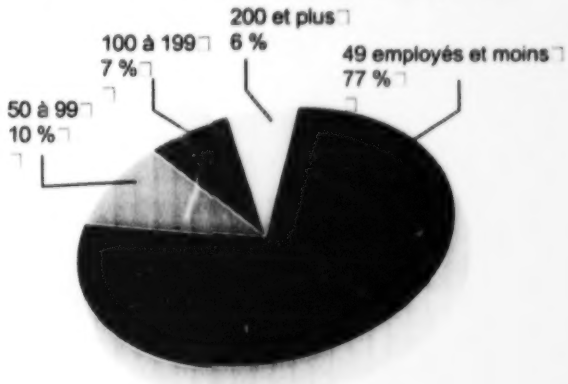


TOTAL = 17,7 milliards de dollars

Source : Statistique Canada

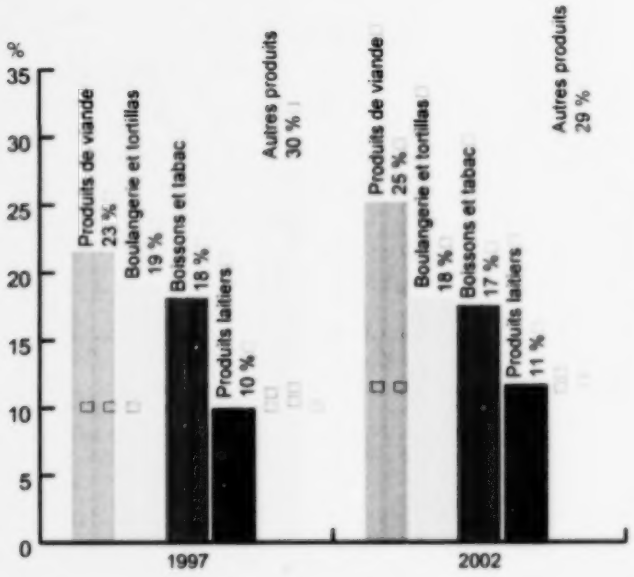
- Les données relatives à l'industrie des boissons alcooliques sont désormais confidentielles, selon une décision de Statistique Canada. C'est pourquoi l'analyse porte sur les aliments, les boissons et le tabac.
- La transformation alimentaire, couramment appelée « industrie des aliments, boissons et tabac », comptait, au Québec, 1 494 établissements industriels classés en une vingtaine de secteurs distincts. Les plus importants sont ceux de la viande, des produits laitiers, des boissons et tabac et des aliments pour animaux. Ensemble, ils se partagent plus de 70 % des livraisons totales de l'industrie.
- Certains de ces secteurs sont très fortement liés à l'agriculture du Québec, dont ils achètent et transforment l'essentiel de la production. C'est dans ce groupe que se concentrent la plupart des coopératives de producteurs agricoles. Ce complexe « agroalimentaire » se compose surtout des secteurs des viandes, des fruits et légumes, des produits laitiers et de l'alimentation animale, et représente, en moyenne, la moitié des emplois de l'industrie.
- Les autres secteurs de la transformation alimentaire ont, pour leur part, peu de relations d'affaires avec la production agricole du Québec, car leurs principaux intrants sont importés d'autres provinces ou pays, ou sont des produits non agricoles (eau, produits marins, etc.).
- Les PME occupent une place importante dans cette industrie : près de 87 % des établissements de transformation bioalimentaire comptent moins de 100 employés et plus des trois quarts en comptent moins de 50. À l'inverse, les établissements de 100 employés et plus représentent la très grande majorité des emplois et livraisons de l'ensemble de l'industrie.

RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS
SELON L'EFFECTIF - QUÉBEC, 2002



Source : Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ)

EMPLOI PAR SOUS-SECTEUR
(en pourcentage)



1997 TOTAL = 63 581 emplois
2002 TOTAL = 73 954 emplois

Source : Statistique Canada

- La transformation alimentaire demeure dans les premiers rangs des industries manufacturières du Québec sur le plan des emplois et des livraisons. C'est encore plus vrai depuis que Statistique Canada y agrège les emplois en transformation du tabac. Ainsi, avec un nouveau total de près de 74 000 emplois en 2002, l'industrie de la transformation alimentaire se classe loin devant les industries des produits chimiques, du matériel de transport, du papier et des produits électriques et électroniques.

- La transformation alimentaire québécoise affiche une bonne performance à l'échelle canadienne, en particulier sur le plan de l'emploi. Ainsi, le Québec compte environ 25 % des emplois de l'industrie des aliments, des boissons et du tabac du Canada comparativement à 23 % de l'emploi pour l'ensemble de l'économie canadienne.

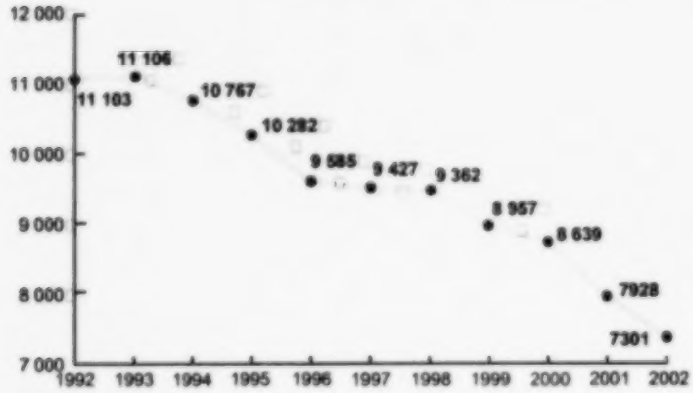
- Ces dernières années, l'industrie des aliments et boissons a enregistré une croissance appréciable et a contribué à l'effort de création d'emplois au Québec. En fait, le nombre total d'emplois de l'industrie (y compris le tabac) a progressé de près de 16 % depuis cinq ans, tandis que ses livraisons connaissaient également une bonne croissance réelle durant la même période, soit 10 %.

- En 2002, la valeur des exportations internationales de produits alimentaires transformés au Québec s'est chiffrée à près de 3 milliards $, en hausse de 4 % par rapport à 2001. Depuis cinq ans, ces exportations ont progressé en moyenne de 7 % par année. Elles expliquent près de 32 % de la croissance des livraisons de l'industrie au cours de cette période. Près de 17 % de ces livraisons se font maintenant sur les marchés internationaux comparativement à 14 % il y a cinq ans.

- En 2002, les immobilisations en transformation des aliments (tabac et boissons non compris) étaient supérieures d'environ 27 millions $ à la moyenne des cinq dernières années, atteignant 338 millions $. Pour la période 1998-2002, la transformation d'aliments a représenté en moyenne des dépenses de capital de 5 880 $ par année pour chacun des emplois occupés dans l'industrie.

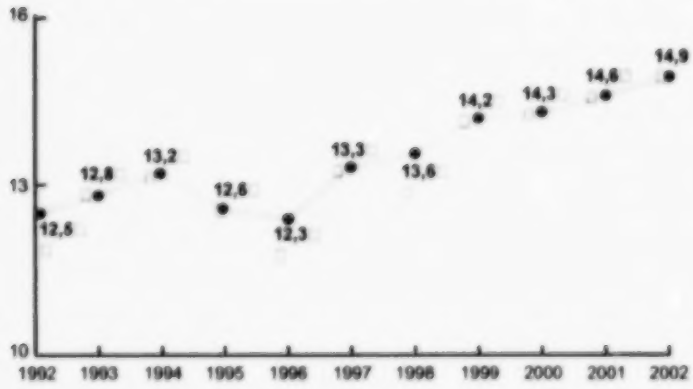
LES MAGASINS AU DÉTAIL ET LA RESTAURATION

NOMBRE DE MAGASINS D'ALIMENTATION QUÉBEC



Source : Canadian Grocer

VENTES AU DÉTAIL DES MAGASINS D'ALIMENTATION, QUÉBEC (en milliards de dollars)



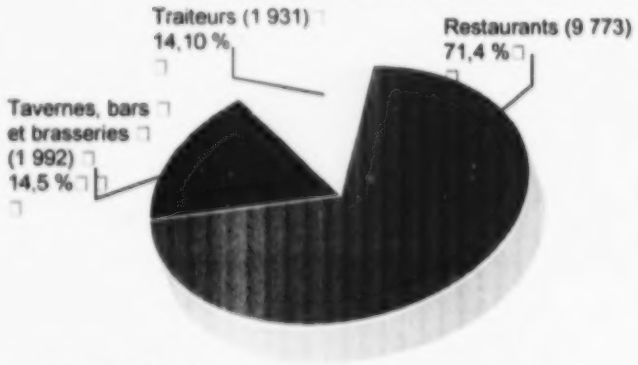
Source : Statistique Canada

- En 2002, les ventes au détail des magasins d'alimentation (supermarchés et épiceries) du Québec s'élevaient à près de 14,9 milliards de dollars et se répartissaient entre 7301 établissements.
- Le marché de l'alimentation au détail du Québec est, après celui de l'Ontario, le deuxième en importance au Canada. En effet, en 2002, 24,1 % des ventes des supermarchés et épiceries (au détail) du Canada étaient effectuées en territoire québécois, contre 31,6 % dans la province voisine.
- Les magasins d'alimentation spécialisés (ex. : fruiteries, boulangeries) et surtout les magasins de marchandises diverses (pharmacies, clubs-entrepôts, magasins de rabais, etc.) accaparent une part de plus en plus grande du marché des produits d'épicerie (produits non alimentaires inclus). Aujourd'hui, cette part se situerait entre 20 % et 25 % alors qu'elle était de 10 % à 15 % au début des années 90.
- En fait, depuis 1990, les ventes des supermarchés et épiceries n'ont pratiquement pas progressé en termes réels. En effet, au cours des treize dernières années, elles ont augmenté de 27,0 % alors que l'indice des prix des aliments vendus au magasin croissait de 24,6 %. Sur cette base, les ventes réalisées en 2002 dans les supermarchés et épiceries auraient même baissé en termes réels. En effet, par rapport à 1998, leur valeur monétaire n'a crû que de 9,1 % pendant que

l'indice des prix des aliments vendus au magasin progressait de 10,2 %. La concurrence au sein du commerce alimentaire et celle des distributeurs non alimentaires forcent les épiciers à maintenir les prix des aliments au plus bas niveau possible.

- C'est au Québec qu'on trouve le plus grand nombre de magasins d'alimentation au détail au Canada, soit 30,2 % de l'ensemble. Ces magasins ont fourni de l'emploi à 108 211 personnes en 2002, soit 4,9 % de plus qu'en 2001.
- Au Québec, la distribution alimentaire se fait surtout (à 64,2 %) par l'intermédiaire de détaillants indépendants plutôt que par des magasins corporatifs, ce qui n'est pas le cas dans le reste du Canada (42,2 %).
- Les changements dans les heures d'ouverture survenus au cours des dernières années et l'accroissement du nombre de magasins à grande surface ont eu raison de plusieurs détaillants. En effet, leur nombre a diminué de 22 % depuis cinq ans.
- Les recettes de restauration s'élevaient à 6,6 milliards de dollars en 2002, en hausse de 7,2 % par rapport à 2001. Cette excellente performance est vraisemblablement attribuable à l'amélioration de la capacité de dépenser des consommateurs. En 2002, ce sont les restaurants avec services complets qui en ont le plus bénéficié, leurs recettes ayant augmenté de 10 % par rapport à l'année précédente. La situation a été bonne pour l'ensemble des catégories de la restauration à l'exception des débits de boissons qui ont connu une baisse de 6 % par rapport à 2001.

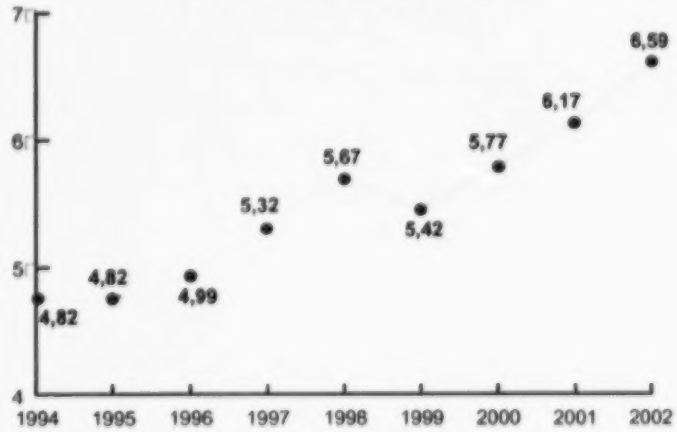
RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS DE RESTAURATION, 2002



Source : Statistique Canada

- En 2002, les recettes de restauration se répartissaient entre les restaurants à service complet (52,4 %), les restaurants à service restreint (29,3%), les traiteurs, y compris les traiteurs contractuels et les traiteurs sociaux (9,1 %), et les tavernes, bars et brasseries (9,2 %).
- Quant au nombre d'établissements, il a augmenté de 1 % en comparaison avec l'année précédente. Il y avait 13 592 établissements en 2001 et on en compte aujourd'hui 13 696. Ils représentent 24,9 % des établissements de restauration de l'ensemble du Canada en 2002. Ces établissements ne comprennent pas les établissements dont la restauration n'est pas l'activité principale (ex. : restaurants d'hôtels).

RECETTES DE RESTAURATION, QUÉBEC (en milliards de dollars)



Source : Statistique Canada

LA MAIN-D'ŒUVRE DU BIOALIMENTAIRE

- La main-d'œuvre agricole (temps plein ou partiel, saisonnière) comptait près de 121 000 personnes en 1999, dont 71 271 étaient de la main-d'œuvre familiale et 49 445 de la main-d'œuvre embauchée. La main-d'œuvre familiale comportait 68 % d'hommes et 32 % de femmes. Par ailleurs, 79 % de la main-d'œuvre embauchée était saisonnière et 33 % de celle-ci était composée de femmes. Les entreprises laitières et horticoles regroupent respectivement 30 % et 28 % de la main-d'œuvre totale, celles de la production de bovins de boucherie et des céréales, 11 % et 9 %.
- La main-d'œuvre québécoise de la transformation et de la distribution alimentaires totalisait plus de 180 000 personnes en 1996. Les caractéristiques de la main-d'œuvre de la transformation et du commerce de gros sont semblables : 88 % de la main-d'œuvre travaille à temps plein, entre 59 % et 62 % des travailleurs sont âgés de 25 ans à 44 ans et environ 30 % sont des femmes, alors qu'une plus forte proportion de femmes (50 %), de jeunes (36 %) et de travailleurs à temps partiel (40 %) distingue le commerce de détail.
- Selon les données de la fiche d'enregistrement des exploitations agricoles remplie par le MAPAQ en 2000, 884 entreprises n'ont aucune relève déterminée, 323 disent ne pas savoir si elles en auront une et 2 231 ont mentionné 2 780 personnes comme relève. De ce nombre, 350 (13 %) sont des femmes.
- À la Conférence sur l'agriculture et l'agroalimentaire québécois tenue à Saint-Hyacinthe en 1998, on a constaté que le Québec accusait un important retard en ce qui concerne la scolarité de ses agriculteurs et de ses agricultrices par comparaison avec les autres régions canadiennes. En 1991, 17 % de nos agriculteurs et agricultrices avaient le niveau de scolarité préconisé, soit le diplôme d'études collégiales; en 1996, la proportion avait atteint 22 %. Pour que le Québec se classe parmi les trois premières régions canadiennes, les décideurs ont fixé à 40 % la cible à atteindre d'ici 2005.
- D'après la scolarité des 2 780 personnes identifiées comme relève par les entreprises agricoles, 46 % (1 285) ont terminé ou poursuivent des études collégiales ou universitaires. Cette proportion s'établissait à 34 % en 1995 et à 38 % en 1997. Quant à la formation spécialisée en agriculture de la relève (DEP, DEC, AEC, BAC), elle continue de progresser à un rythme soutenu : 1 438 personnes (52 %) l'ont terminée ou étaient en voie de le faire.
- Pour ce qui est de la disponibilité de personnes diplômées en production agricole, en comparant les données de 2002 à celles de 1999 (tableau suivant), on constate une augmentation des diplômés dans les programmes de formation technique spécifiques (niveau de formation souhaitée pour les propriétaires exploitants) et dans les programmes de formation professionnelle spécifiques bien qu'il y ait une diminution inquiétante des diplômés de cette catégorie entre 2000 et 2002. Ainsi, de 908 personnes diplômées d'un DEP en 2000, on n'en dénombre que 697 en 2001 et 672 en 2002, une diminution de 26 % en deux ans. Il en est de même du nombre de diplômés des programmes de formation technique non spécifiques qui a diminué de 16,7 % pour la même période (2000-2002).

PRODUCTION AGRICOLE - ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DIPLÔMÉS DE 1999 À 2002

	Diplômés (Relance 1999)	Diplômés (Relance 2001)	Diplômés (Relance 2002)	Variation (1999-2002)
Formation professionnelle (DEP)				
spécifique	580	697	672	15,9 % de +
non spécifique	-	-	-	-
Formation technique (DEC)				
spécifique	158	207	239	51,3 % de +
non spécifique	232	285	259	11,6 % de +

Source : Ministère de l'Éducation du Québec, Direction de la recherche et de l'évaluation, Relances

- Dans le domaine de la transformation alimentaire, le nombre de personnes diplômées des programmes de formation professionnelle et technique a généralement augmenté de 1999 à 2002 (sauf pour les DEP spécifiques). Néanmoins, il y a entre les deux dernières années de référence (2001 et 2002), une diminution de 9,3 % des diplômés dans les programmes de formation professionnelle spécifiques, de 21,7 % dans les programmes de formation technique spécifiques et de 13,1 % dans les programmes de formation technique non spécifiques.

TRANSFORMATION ALIMENTAIRE - ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DIPLÔMÉS DE 1999 À 2002

Industrie des aliments et boissons (transformation)	Diplômés (Relance 1999)	Diplômés (Relance 2001)	Diplômés (Relance 2002)	Variation (1999-2002)
Formation professionnelle (DEP)				
spécifique	1 817	1 703	1 545	15,0 % de -
non spécifique	3 428	3 690	3 851	12,3 % de +
Formation technique (DEC)				
spécifique	30	46	36	20,0 % de +
non spécifique	2 942	4 085	3 548	20,6 % de +

Source : *Ministère de l'Éducation du Québec, Direction de la recherche et de l'évaluation, Relances*

- En distribution alimentaire, bien que le nombre de personnes diplômées ait, de façon générale, augmenté de 1999 à 2002, on déplore une diminution depuis trois ans des diplômés des programmes de formation professionnelle spécifiques (28,8 % de 2000 à 2002) alors que les besoins en main-d'œuvre spécialisée sont importants dans le commerce de détail. Quant à la relève des gestionnaires, l'implantation récente d'un programme de formation technique en gestion de commerces, bien qu'elle ne soit pas spécifique au commerce de l'alimentation, devrait favoriser à moyen terme une amélioration de la situation.

- Dans le commerce de gros, le remplacement de l'effectif de la représentation commerciale ainsi que du personnel d'entrepôt et de transport demeure une préoccupation importante. L'industrie aura tout avantage à embaucher une main-d'œuvre bien formée, rompue aux nouveaux modes de gestion ou à l'utilisation de nouvelles technologies.

DISTRIBUTION ALIMENTAIRE - ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DIPLÔMÉS DE 1999 À 2002

Commerce en alimentation (distribution)	Diplômés (Relance 1999)	Diplômés (Relance 2001)	Diplômés (Relance 2002)	Variation (1999-2002)
Formation professionnelle (DEP)				
spécifique	2 027	1 888	1 693	16,5 % de -
non spécifique	2 557	2 591	2 889	13,0 % de +
Formation technique (DEC)				
spécifique	-	24	31	-
non spécifique	2 093	2 908	2 666	27,4 % de +

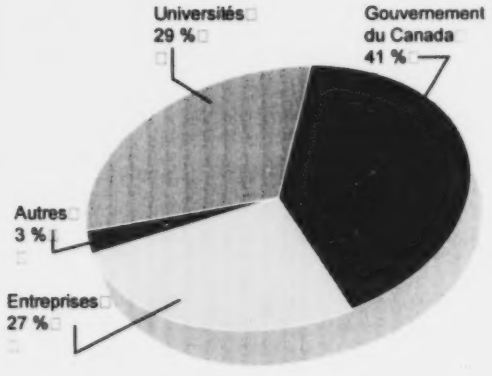
Source : Ministère de l'Éducation du Québec, Direction de la recherche et de l'évaluation, Relances

- En 2000, les 295 entreprises agricoles assujetties à la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre (« loi du 1% ») ont investi 1,33 % de leur masse salariale dans la formation, soit moins qu'en 1999 alors que leur contribution était de 1,45 %. Par contre, en transformation (459 entreprises) et en distribution alimentaires (3 696), les dépenses de formation ont augmenté, passant respectivement de 1,39 % et de 1,22 % en 1999 à 1,56 % et à 1,58 % en 2000, pour rejoindre ainsi l'ensemble des industries assujetties à la Loi, qui ont consacré, en 2000, 1,55 % de leur masse salariale à des dépenses de formation.

LA RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

- En 2001-2002, les dépenses de R-D agroalimentaire au Québec étaient estimées à 168 millions $, en augmentation de 11 % par rapport à 2000-2001, les fonds généraux des universités non compris. Cette augmentation est principalement due au financement de projets universitaires dans le cadre des programmes de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI).

PART DE LA RÉALISATION DE LA R-D AGROALIMENTAIRE QUÉBEC, 2001-2002



Source : MAPAQ

- Pour leur part, les gouvernements ont financé la R-D à hauteur de 99 millions $, 73 millions provenant du gouvernement fédéral et 26 millions du gouvernement du Québec. Le financement par le secteur privé (entreprises et OSBL) est de 66 millions $. Par rapport aux dépenses totales de R-D agroalimentaire, la participation des gouvernements représente 59 %, alors que celle des entreprises est de 39 %; le reste se partage entre les OSBL et les particuliers.

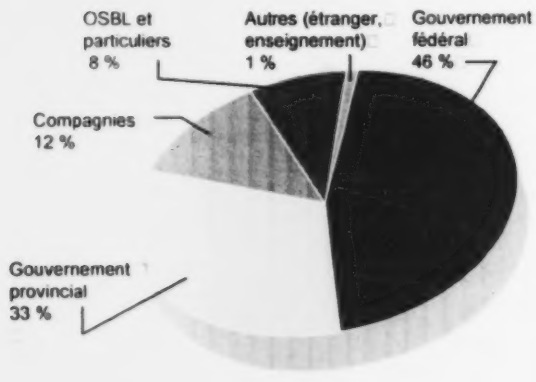
LA R-D DANS LES UNIVERSITÉS

- En 2001-2002, les dépenses totales de R-D agroalimentaire des universités au Québec ont atteint 47 millions $ [1], y compris les dépenses des facultés autres que celles d'agriculture et de médecine vétérinaire. Ceci représente une augmentation de 27%. Ce financement peut sembler considérable, mais près de 30 % de la contribution du gouvernement fédéral et près de 40 % de celle du gouvernement provincial servent à financer des programmes d'infrastructures par le biais notamment, de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) au fédéral et de Recherche Québec au provincial. Ces programmes devraient prendre fin dans quelques années. Il faut donc prévoir la nécessité d'un investissement en recherche pour l'entretien des infrastructures, mais surtout pour la formation de chercheurs et le financement d'activités de recherche.

[1] Données du ministère de l'Éducation

- En 2001-2002, le financement de la recherche universitaire s'établissait comme suit :

FINANCEMENT DE LA R-D UNIVERSITAIRE AGROALIMENTAIRE



LA R-D RÉALISÉE EN ENTREPRISE

- En 2001-2002, les dépenses intra-muros en R-D agroalimentaire des entreprises au Québec sont estimées à 49 millions $, en augmentation de près de 14 %.

- Pour l'année 2001, 268 entreprises agroalimentaires ont réclamé un remboursement de crédit d'impôt à la R-D au gouvernement du Québec. Parmi celles-ci, on compte 157 entreprises agricoles, dont 88 % de PME et 111 transformateurs, dont 70 % de PME. Les remboursements de crédits d'impôt dans le domaine de l'agroalimentaire ont atteint 10,5 M $, soit 2,3 % des crédits de R-D accordés pour l'ensemble de l'économie québécoise.

PART DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

- En 2001-2002, les dépenses du gouvernement du Québec pour le financement de la R-D en agroalimentaire sont estimées à 26 millions (+8 %). Le MAPAQ n'exécute pour ainsi dire plus de recherche intra-muros. Il a privilégié la mise sur pied, de concert avec ses partenaires, de corporations de recherche à cette fin dont il a assumé le financement de base de 10 M $.

L'AGROENVIRONNEMENT [1]

OBJECTIF

- Les partenaires du secteur agricole et agroalimentaire québécois, réunis en un groupe de travail autour du thème « Un environnement à valoriser », ont mis en forme un plan d'action pour l'agroenvironnement ayant l'objectif général suivant :

  « D'ici 2005, quelque 20 000 fermes, représentant près de 90 % de l'activité agricole au Québec, auront entrepris l'adoption de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement dans les domaines de l'entreposage et de l'épandage des fumiers, de la gestion des fertilisants, de la conservation des sols, de la protection des cours d'eau en milieu agricole et de l'utilisation des pesticides. »

- Pour atteindre cet objectif, ils ont retenu comme cibles d'intervention prioritaires l'élaboration d'un état de situation et l'appui à l'implantation à la ferme de pratiques respectueuses de l'environnement.

ÉTAT DE SITUATION

- Pour assurer une gestion optimale des ressources, une première évaluation de la situation a été réalisée en 1998-1999 avec le Portrait agroenvironnemental des fermes du Québec. Une mise à jour des données sera faite en 2003-2004 et permettra d'effectuer un suivi de la situation initiale afin de déterminer le progrès accompli dans l'adoption de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement.

GESTION DES FUMIERS

ENTREPOSAGE

- L'entreposage des fumiers requiert des investissements importants à la ferme pour la construction, l'agrandissement, la modification ou la réparation des ouvrages de stockage.

ÉVOLUTION DES PROJETS DE STRUCTURES D'ENTREPOSAGE DES FUMIERS ET INVESTISSEMENTS, 1999-2003

	Nombre de projets	Investissements privés et publics (millions de dollars)	Volume utile (000 m^3)
1999-2000	1 082	63	1 700
2000-2001	1 222	80	1 788
2001-2002	1 110	77	1 652
2002-2003	1 236	87	1 669

Source : MAPAQ

[1] : comme l'année financière gouvernementale, avril 2002 à mars 2003

ÉPANDAGE

- L'épandage des fumiers et les odeurs qu'ils dégagent sont devenus une préoccupation pour les citoyens et un enjeu de cohabitation sociale. Le nouveau Règlement sur les exploitations agricoles (REA) édicte ce qui suit à l'article 32 : « Les déjections animales avec gestion sur fumier liquide doivent être épandues avec un équipement de rampe basse à partir du 1er avril 2005 pour les lisiers de porcs et à partir du 1er avril 2007 pour les autres lisiers ».

VOLUME ANNUEL ADDITIONNEL DE LISIER ÉPANDU PAR RAMPE

Année	Rampes financées	Volume additionnel épandu annuellement m^3
1999-2000	66	229 000
2000-2001	78	308 000
2001-2002	78	310 000
2002-2003	70	323 000

*Épandage à forfait non inclus

Source : Programme Prime-Vert, MAPAQ, mars 2003

ORGANISMES DE GESTION DES FUMIERS

- Trois organismes de gestion des fumiers ont été soutenus financièrement pour assurer une gestion agronomique, économique et environnementale des fumiers.

ORGANISMES DE GESTION AGROENVIRONNEMENTALE DES FUMIERS, 2002-2003

Nom	Territoire d'intervention (bassin de la rivière...)	Nombre d'exploitations agricoles ayant reçu des services	Personnes-ressources
COGENOR-LANAUDIÈRE	L'Assomption	169	8
FERTIOR	Chaudière	631	24
AGEO	Yamaska	316	10

Source : MAPAQ, 31 mars 2003

GESTION DES FERTILISANTS

- En vertu du REA, la plupart des exploitations agricoles doivent établir un plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF). La mise en œuvre de ce plan permet d'optimiser l'utilisation des fertilisants organiques (fumiers et composts) et des fertilisants minéraux (engrais) tout en réduisant les risques pour l'environnement. Le PAEF est rédigé par des agronomes du milieu, soit des professionnels des groupes-conseils en agroenvironnement, des professionnels privés indépendants, des représentants des fournisseurs d'intrants, des conseillers du MAPAQ et le producteur lui-même. En 2002-2003, plus de 7 000 PAEF ont été établis pour les exploitations agricoles.

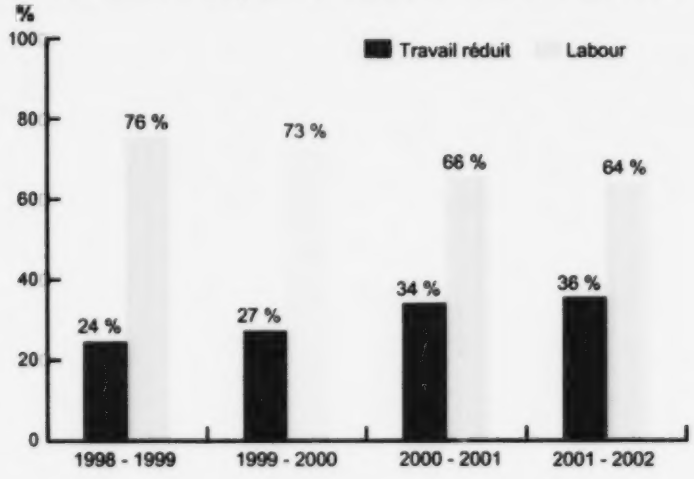
SENSIBILISATION DES PRODUCTEURS ET PRODUCTRICES AUX PRATIQUES AGRICOLES RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT

- Les clubs-conseils en agroenvironnement (CCA), dont le nombre de membres croît constamment, visent la prise en charge des enjeux environnementaux par les exploitations agricoles et l'adoption de pratiques agricoles axées sur le développement durable (la conservation des sols, la protection des cours d'eau et l'optimisation des pesticides). Au 31 mars 2003, on dénombrait 79 clubs-conseils en agroenvironnement regroupant 5 910 membres, ce qui représente une augmentation de 19 % par rapport à l'année 2002.

CONSERVATION DES SOLS ET PROTECTION DES COURS D'EAU

- Un intérêt grandissant se manifeste pour le travail réduit des sols (aucun travail ou pas de labour) qui favorise la préservation des sols et de l'eau. À preuve, les données recueillies auprès des membres des CCA montrent que cette pratique est appliquée sur une superficie de plus de 111 000 hectares de maïs-grain, céréales et soya, soit 36 % des superficies totales ayant fait l'objet de travail du sol. Notons que, depuis 1998, la part des superficies faisant l'objet d'un travail réduit est passée de 24 % à 36 %.

PROPORTION DES SUPERFICIES TOTALES AYANT FAIT L'OBJET DE TRAVAIL RÉDUIT DU SOL



Source : compilation des résultats des entreprises membres des CCA, septembre 2002

STRATÉGIE PHYTOSANITAIRE

- Le secteur agricole s'est doté, en 1992, d'une Stratégie phytosanitaire (disponible sur le site Internet www.agr.gouv.qc.ca). Les efforts soutenus de la Stratégie phytosanitaire en 2002-2003 ont permis la poursuite des activités de transfert technologique en vue de réduire les quantités de pesticides utilisées au Québec et d'augmenter les superficies en lutte intégrée.

- Le bilan officiel des ventes de pesticides au Québec pour 1998 et 1999 (disponible sur le site Internet www.menv.gouv.qc.ca), mesuré en kg d'ingrédients actifs (i.a.), montre une diminution de 11,5 % et de 7,1 % par rapport à 1992 pour le secteur agricole. Pour 1998, les ventes sont à leur plus bas niveau depuis la mise en place de la Stratégie phytosanitaire en 1992. Cette baisse observée en 1998 est en partie attribuable à une réduction importante des quantités d'herbicides utilisées dans les céréales, le maïs et le soya. Cette réduction, qui s'est encore poursuivie en 1999, est toutefois moins importante qu'en 1998. Cependant, l'augmentation des ventes de pesticides observée en 1999 par rapport à 1998 est due principalement à l'accroissement des ventes de fongicides (environ 29 %) consécutives à des conditions climatiques défavorables dans le cas de certaines productions.
- L'indice de pression (kg d'i.a./ha), paramètre traduisant la pression agroenvironnementale des pesticides, donne une image plus fidèle de la situation. Par rapport à l'année 1992, cet indice a diminué de 13,5 % en 1998 et de 11,8 % en 1999.

VENTES DE PESTICIDES, D'HERBICIDES ET DE FONGICIDES ET INDICE DE PRESSION AGROENVIRONNEMENTALE

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Ventes totales de pesticides (000 kg d'i.a.)	2 886,2	2 878,3	2 626,9	2 638,5	2 796,1	2 732,5	2553,4	2682,7
Ventes totales d'herbicides (000 kg d'i.a.)	1 734	1 833	1 521	1 654	1 840	1 827	1 678	1 578
Ventes totales de fongicides (000 kg d'i.a.)	487	482	469	352	364	402	410	575
Superficies cultivées,sans les fourrages (000 ha)	792,6	762,2	758,1	763,7	821,7	848,2	810,0	834,6
Indice de pression (kg d'i.a./ha)	3,64	3,78	3,47	3,45	3,40	3,22	3,15	3,21

Source : Dernier bilan des ventes de pesticides – 1998 et 1999, ministère de l'Environnement

- Concernant les herbicides, l'indice de pression (kg i.a./ha) établi pour les cultures ciblées par la Stratégie phytosanitaire (céréales, maïs, soya, pomme et pomme de terre) indique, par rapport à 1997, une diminution de 9 % en 1998 et de 30,8 % en 1999, passant de 2,11 à 1,46.
- La proportion des superficies des cultures de céréales-maïs-soya-pomme de terre sur lesquelles est utilisée la lutte intégrée pour le contrôle des ennemis des cultures est en constante évolution chez les producteurs et productrices membres des clubs-conseils en agroenvironnement. La proportion est passée de 3 % en 1998 à 39 % en 2001.
- La Stratégie s'appuie également sur l'existence de réseaux de dépistage et du Réseau d'avertissements phytosanitaires (RAP). Le RAP (8 668 abonnements), les 27 clubs d'encadrement technique (plus de 625 entreprises membres, plus de 12 000 hectares dépistés) et les 79 clubs-conseils en agroenvironnement (5 910 entreprises membres) contribuent à l'implantation de nouvelles approches de lutte et au bon usage des pesticides.

COUP D'ŒIL SUR LE MONDE

La production mondiale de biens et services représente plus de 34 000 milliards de dollars US. À eux seuls, les États-Unis et le Japon sont responsables d'environ 43 % de cette production, dont plus de 26 % est attribuable aux États-Unis. L'Union européenne (UE) compte pour à peu près 24 % de cette production, le Canada et la Chine participent respectivement pour 2 et 3 % au PIB mondial.

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE

- À l'échelle mondiale, la croissance économique réelle en 2001 a été de l'ordre de 1,1 % par rapport à l'année 2000. La stagnation des États-Unis (croissance de 0,3 %), les difficultés éprouvées par le Japon (baisse de 0,6 %) et la timide croissance de l'Union européenne (1,4 %) expliquent en bonne partie la faible performance de l'économie mondiale.
- Le Canada aussi a connu une croissance économique relativement modeste en 2001, la hausse de son PIB étant de 1,5 % seulement. De même, le Québec a suivi le rythme économique mondial, enregistrant une croissance économique réelle de 1,2 % en 2001.
- La Chine est un des pays qui connaît la plus forte croissance économique depuis quelques années. En 2001, son PIB réel a crû de 7,3 % par rapport à 2000. Par contre, l'année 2001 a été plus difficile pour le Mexique, dont le PIB a décru de 0,3 %.

CROISSANCE DU PIB RÉEL* DE DIVERS PAYS
TAUX DE CROISSANCE ANNUELLE (%)

	1998	1999	2000	2001
Monde	2,2	2,9	3,9	1,1
Canada	4,1	5,5	4,6	1,5
États-Unis	4,3	4,1	4,2	0,3
Mexique	5,0	3,6	6,6	-0,3
France	3,4	3,2	3,8	1,8
Royaume-Uni	3,0	2,1	3,0	2,2
Italie	1,8	1,6	2,9	1,8
Chine	7,8	7,1	8,0	7,3
Japon	-1,1	0,7	2,4	-0,6
Québec **	*3,2*	*5,6*	*5,0*	*1,2*

* en $ US de 1995, ** en $ CAN de 1997

Sources : Banque mondiale, USDA (*Agricultural Outlook*), Statistique Canada

CONTRIBUTION DE L'AGRICULTURE À L'ÉCONOMIE

- La production agricole représente plus de 4 % de la production mondiale, soit près de 1 400 milliards de dollars américains, dont 12 % seraient attribuables à la Chine. Les États-Unis et le Japon sont responsables respectivement pour 11 % et 6 % de cette production. L'Union européenne compte pour plus de 14 % et le Canada participe pour un peu plus de 1 % de la production agricole mondiale.
- Même si sa structure économique a grandement changé au cours des années 90, la Chine demeure un pays très axé sur l'agriculture : 63 % de sa population vit en région rurale et près de 17 % de son PIB provient de sa production agricole. Le Mexique a une production agricole équivalant à 5 % de son PIB. Le Canada, la France et l'Italie ont à peu près la même structure industrielle, c'est-à-dire une production agricole de quelque 3 % de leur PIB et une production

industrielle d'environ 30 % du PIB. Les États-Unis sont très orientés vers les services : environ 77 % de leur PIB appartient à ce secteur.

- Pour sa part, le Québec a une structure économique qui ressemble à celle de plusieurs grands pays industrialisés, notamment celle du Royaume-Uni.

CONTRIBUTIONS SECTORIELLES AU PIB

	Agriculture (1)		Industrie(2)		Service(3)	
	1990	2000	1990	2000	1990	2000
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
Monde	2.9	4,3	32,2	31,0	64,9	64,6
Canada	3.2	2,6	32,0	31,8	64,7	65,5
États-Unis*	1.9	1,4	24,1	21,5	74,0	77,1
Mexique	5.5	4,6	28,8	30,2	65,6	65,2
France	3.4	3,3	27,8	26,7	68,8	70,0
Royaume-Uni	2.1	1,6	33,4	29,6	64,0	68,8
Italie	3.2	3,3	32,0	30,6	64,8	66,1
Chine	28.9	16,5	38,0	52,8	33,1	30,7
Japon	2.5	1,6	37,8	33,3	59,6	65,1
*Québec***	*2,1*	*1,9*	*25,7*	*29,1*	*72,3*	*69,0*

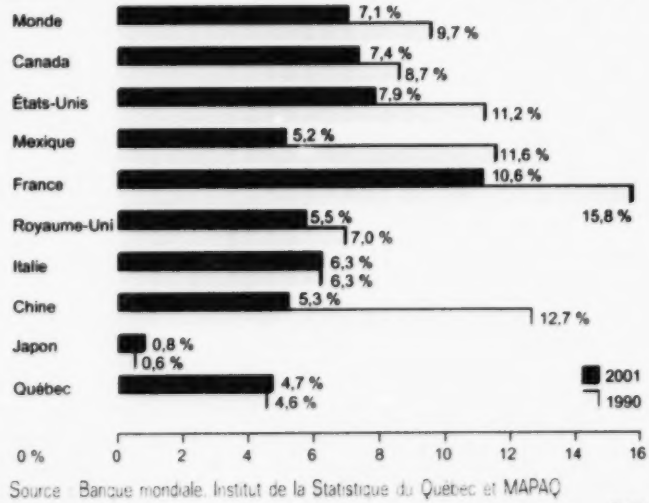
(1) : Comprend l'agriculture, les pêches, le piégeage et la forêt. (2) : Comprend les mines, l'industrie manufacturière, la construction, l'électricité, l'eau et le gaz. (3) : Comprennent le commerce de gros, le commerce de détail, l'industrie du transport, le secteur financier et les assurances, les services professionnels et personnels et le gouvernement.

Sources : Banque mondiale, (*) USDA *Agricultural Outlook*), (**) Institut de la statistique du Québec.

CONTRIBUTION DU BIOALIMENTAIRE DANS LES EXPORTATIONS

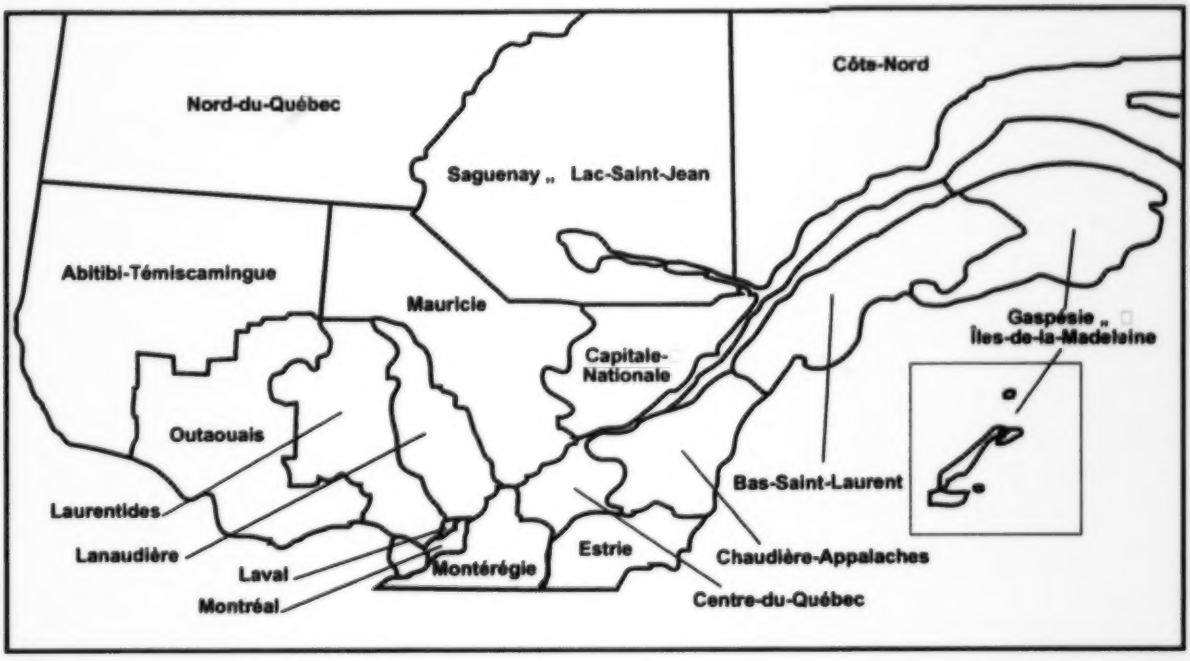
De 1990 à 2001, les exportations mondiales de marchandises ont augmenté de près de 3 000 milliards de dollars américains. Les exportations alimentaires mondiales, quant à elles, n'ont augmenté que de 100 milliards de dollars durant la même période. Ainsi, le commerce international s'est grandement développé autour des marchandises autres qu'alimentaires. C'est pourquoi les exportations alimentaires occupent aujourd'hui environ 7,1 % de toutes les exportations de marchandises dans le monde, comparativement à 9,7 % en 1990.

Les exportations alimentaires du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Italie et de la Chine occupent entre 5 % et 8 % de leurs exportations de marchandises. La France se démarque quelque peu, 10,6 % de ses exportations de marchandises étant des produits alimentaires. Pour ce qui est du Québec, les exportations alimentaires occupent à peu près 4,7 % de ses exportations totales de marchandises. Quant au Japon, il fait bande à part puisque ses exportations alimentaires représentent moins de 1 % de ses exportations de marchandises.



Source : Banque mondiale, Institut de la Statistique du Québec et MAPAQ

LISTE DES RÉGIONS ADMINISTRATIVES



01. Bas-Saint-Laurent
02. Saguenay — Lac-Saint-Jean
03. Capitale-Nationale
04. Mauricie
05. Estrie
06. Montréal
07. Outaouais
08. Abitibi-Témiscamingue
09. Côte-Nord
10. Nord-du-Québec
11. Gaspésie — Îles-de-la-Madeleine
12. Chaudière-Appalaches
13. Laval
14. Lanaudière
15. Laurentides
16. Montérégie
17. Centre-du-Québec

POUR PLUS D'INFORMATION

Pour plus d'information concernant l'industrie ou les programmes gouvernementaux, consultez le site Internet du MAPAQ à l'adresse suivante :
www.agr.gouv.qc.ca
ou adressez-vous aux endroits suivants :

À QUÉBEC

Renseignements généraux
200, chemin Sainte-Foy, 1er étage
Québec (Québec) G1R 4X6
Tél. : (418) 380-2110
ou 1 888 222-MAPA
Téléc. : (418) 380-2176

À MONTRÉAL

Renseignements généraux
Direction du développement de la transformation alimentaire et des marchés
201, boul. Crémazie Est, 4e étage
Montréal (Québec) H2M 1L4
Tél. : (514) 873-4410
Téléc. : (514) 873-2364

AUTRES PUBLICATIONS

D'autres publications sur les statistiques ou en soutien à l'interprétation de celles-ci sont également disponibles (en français seulement).

* Bilan de l'activité bioalimentaire au Québec – Édition 2002
  Bioclips (hebdomadaire disponible par télécopieur et courrier électronique)
  Bioclips + (périodique thématique)
* Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire – Édition 2003
  Bottin statistique de l'alimentation – Édition 2002
  Description géographique du Québec – Édition 2000
  La transformation alimentaire québécoise en chiffres – Édition 2003
* Profil des exploitations agricoles – Édition 2000
  Profil régional de l'industrie bioalimentaire du Québec – Estimation pour 2000
* Pour commander les autres publications, veuillez communiquer avec Distributions de livres Univers par téléphone au (418) 831-7474 ou au 1 800 859-7474, ou encore par télécopieur au (418) 831-4021.

Pour les autres publications, vous pouvez les consulter électroniquement sur le site du MAPAQ à l'adresse suivante http://www.agr.gouv.qc.ca/publications/publi.htm ou bien communiquer avec la Direction des études économiques et d'appui aux filières par téléphone au (418) 380-2101, poste 3229, ou par télécopieur au (418) 380-2164.

NOTES

Direction générale
des affaires économiques
scientifiques et technologiques

Agriculture, Pêcheries
et Alimentation
Québec

03-0225

Prix : 4,00 $